

Sarkozy viré Construisons l'opposition de gauche à Hollande

RÉSULTATS DÉFINITIFS



GAUCHE QUI
VA SE DROITISER

51%



DROITE QUI VA
S'EXTREMISER

49%

- FRAUOUR -

Après l'élection de François Hollande, le troisième tour social commence. Il s'agit dans un premier temps de faire barrage à l'UMP et au FN lors des législatives, et dans le même temps d'organiser l'opposition de gauche au PS.

Mardi, pour les cérémonies du 8 Mai, le futur président et l'ancien ont tenu à se retrouver côte à côte. Ils ont ainsi de façon symbolique manifesté « la continuité des institutions » selon les mots de Fillon, la continuité de l'État. Il était, pour François Hollande, « utile et précieux pour le pays de savoir qu'il était rassemblé à travers le président encore en exercice et le nouveau », sur « un même enjeu, celui de la patrie retrouvée ». Et Pierre Moscovici d'ajouter: « C'est une

image de la démocratie française, de l'alternance réalisée, qui est bonne. C'est mieux qu'en 1981. Reconnaissons-le »!

La gauche libérale, à son tour sans doute décomplexée, satisfaite d'elle-même, affiche son bonheur à assumer l'alternance tranquille. Elle nous a joué le même scénario le soir du 6 mai en écho aux propos du président des riches. Chacun s'est alors répandu en respect réciproque et républicain, chacune et chacun des lieutenantEs reprenant le même méli-mélo... sauf que l'alternance

risque d'être un peu moins tranquille pour François Hollande. Il a été porté par le rejet de Sarkozy, élu grâce à l'apport des voix de Bayrou et les calculs de Marine Le Pen alors que la gauche est loin d'être majoritaire. Même à la Bastille, où Hollande est arrivé bien tard, la joie était celle d'avoir viré Sarkozy, d'avoir gagné mais sans illusion sur celui dont le principal talent a été de surfer sur le rejet du président des riches, en ne s'engageant quasiment

SUITE PAGE 2

M 04249 - 148 - F: 1,20 €



REGARDS

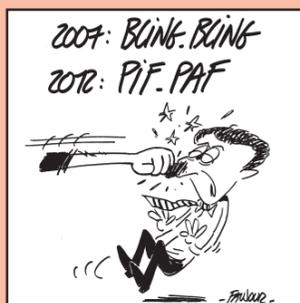
Face au FN, un seul réflexe: mobilisation!

Page 2

ACTU

Sarkozy parti: l'UMP à la dérive?

Page 4



ACTU

Harcèlement sexuel: une loi, une voix pour les victimes!

Page 10

Agenda

10 mai, féminisme, rencontre, Paris. À l'occasion de la parution de *Questions Féministes*, les éditions Syllepse vous invitent à une rencontre-débat avec Christine Delphy et Sabine Lambert, la préfacière.
RV à 19h30 au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, Paris 20^e.

11 mai, soirée de soutien aux prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël, Paris. À l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI). Avec la participation du comité national de soutien à Salah Hamouri, en présence de Salah Hamouri, Janan Abdou Makhoul, l'épouse du prisonnier palestinien d'Israël Ameer Makhoul (militant des droits humains et responsable de Ittijah, coordination des ONG palestiniennes d'Israël, condamné à neuf ans de prison sans autre preuve que des aveux extorqués sous la torture), Fares Qadourra, directeur de « Nadi Al Assir » (club des prisonniers).
RV de 19 à 22 heures à la Bourse du travail de Paris, salle Eugène-Henaff, 29 boulevard du Temple Paris 3^e (M^o Filles-du-Calvaire).

14 mai, dette Amérique latine, conférence, Paris. L'association France Amérique latine organise une conférence-débat sur le thème : « La gestion de la crise et de la dette, quelles réponses en Europe et en Amérique latine ? » Avec Pierre Khalifa (Attac), Alain Krivine (NPA), Willy Meyer (PCE-Izquierda Unida), Roberto Romero (PS - sous réserve). RV à 18h30, Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain (Paris 7^e).

18-19 mai, austérité, Francfort. Action européenne contre les politiques d'austérité de la Troïka, avec une manifestation européenne à Francfort le samedi 19 mai. Des actions de blocage de la banque centrale européenne (BCE) et de la ville de Francfort auront lieu le vendredi 18 ou un temps sera aussi consacré à des débats (conférences et ateliers).
Les départs collectifs en bus pour la manifestation le samedi 19 mai sont organisés, de Paris le vendredi soir, retour le dimanche matin, au prix de 40 euros (pour le NPA, infos à venir).
Vendredi 18 mai : départ du bus à 22 heures à République, arrivée à Francfort samedi 19 mai matin. Retour de Francfort samedi 19 mai dans la soirée, arrivée à Paris dimanche 20 mai au premier métro.

31 mai, ciné-débat, Les Mureaux. Ciné-débat sur le thème « *Quand l'extrême droite est au pouvoir* », organisé par Attac78 Nord et la LDH. Projection de *Mains brunes sur la ville*, suivie d'un débat avec le réalisateur Bernard Richard et René Monzat, journaliste, écrivain spécialiste de l'extrême-droite
RV à 20h15, au cinéma Frédéric-Dard, Les Mureaux (entrée 5,50 euros).



Construisons l'opposition de gauche à Hollande

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

sur rien vis-à-vis du monde du travail. Le départ de Sarkozy et de sa bande tourne une page mais la suite ne sera pas rose. La crise continue, s'aggrave. Ses responsables tiennent toujours les rênes du pouvoir économique et financier, les médias, et peuvent compter sur la continuité de l'État et de sa politique à leur égard. Un des rares engagements pris par Hollande est d'honorer la dette et de lutter contre les déficits !

Non à l'Europe de l'austérité !

Le premier rendez-vous important qui attend Hollande vient d'être fixé au 23 mai pour une réunion extraordinaire des chefs d'État européens qu'a annoncée le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy. Réunion dans l'urgence face à la dégradation de la situation en Espagne, au puissant mouvement contre l'austérité qui s'y développe et devant l'avertissement qu'a donné le peuple grec, dimanche dernier, dans les urnes, à la Troïka.

L'effondrement de l'Europe n'est pas une menace ou un slogan mais bien une échéance probable à court terme si Merkel et Hollande n'infléchissent

pas un tant soit peu la politique de l'Allemagne et de la France. Mais l'affaire semble bien mal partie. Pour Merkel, « *il n'est pas possible de négocier le pacte budgétaire* », déjà signé par 25 des 27 États membres. Pas question de revenir sur la règle d'or de l'austérité dont tous savent qu'elle débouche sur la récession.

La réponse à la crise ne peut venir d'en haut, elle ne peut venir que d'en bas, de la révolte des travailleurs et des peuples, de leur unité au niveau national mais aussi de la convergence de leur luttes au niveau européen, pour exiger et imposer le moratoire sur la dette, son annulation.

Faire barrage à la droite et l'extrême droite

L'aggravation de la crise, les menaces qui pèsent sur leur Europe ne peuvent qu'entretenir le terreau sur lequel grandit l'extrême droite, celui de la démoralisation, du chômage, de la précarité, de l'insécurité sociale, du désespoir. Marine Le Pen prétend être la seule opposition à la gauche libérale et gouvernementale. Elle mise sur l'approfondissement de la crise et le discrédit de la gauche qui en portera la responsabilité pour semer la division, la haine, briser les solidarités

et toute vie démocratique locale et fonder un grand mouvement populiste de la droite extrême avec des bouts de l'UMP. Une telle évolution est lourde de dangers. Elle ne sera enrayée que par l'union des travailleurs, de leurs organisations pour défendre leurs droits, refuser de payer les frais de la crise.

Construire une opposition de gauche

Les enjeux des luttes sociales et politiques qui s'engagent dès les législatives à venir sont décisifs. Il s'agit de nous donner les moyens, l'instrument nécessaire pour non seulement nous opposer à l'austérité de gauche que le gouvernement de gauche va nous imposer mais aussi pour proposer une autre politique pour sortir de la crise et construire une autre Europe, solidaire et démocratique, l'Europe des travailleurs et des peuples.

Une politique qui refuse la soumission aux banques et aux grands patrons, à la dette en s'appuyant sur une mobilisation d'ensemble de toutes les victimes de la crise.

Yvan Lemaître

regards

Propos recueillis par Alain Pojolat

ANTIFASCISME *Face au FN, un seul réflexe : mobilisation !*

REFLEXes est aujourd'hui le plus vieux réseau antifasciste encore en activité. Alors que Ras l'front avait décidé au début des années 2000 de mettre l'organisation en sommeil, pour finalement pratiquement cesser toute activité, à l'exception de quelques collectifs isolés, REFLEXes a continué. Entretien avec le collectif.

Quel bilan tirez-vous de votre activité ?

Un bilan forcément mitigé. Comme nous avons eu l'occasion de l'écrire dans un article qui faisait justement le bilan de 20 ans d'activités et de militantisme antifasciste, c'est une lutte largement teintée de faux-semblants. La connaissance de l'extrême droite s'est largement améliorée et la grande presse en particulier rend relativement bien compte de l'évolution du FN, de ses choix et activités militantes, de ses éventuelles connexions avec d'autres mouvements, tant au niveau national qu'international. Les blogs de journalistes se sont multipliés, avec un bonheur il est vrai très inégal, et chacun y va de son compte rendu sur le moindre événement nationaliste ou néofasciste. Pourtant le militantisme de terrain contre l'extrême droite n'a jamais été aussi faible et désorganisé. Il y a bien sûr encore des organisations (le NPA en fait partie) et des militantEs qui mènent des actions concrètes, en particulier en province, mais sans forcément beaucoup de coordination entre les mouvements, et, surtout, sans mobilisation de masse. Les envolées et diatribes, d'ailleurs parfois totalement déplacées, de Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne électorale qui vient de s'achever, ne doivent pas masquer cette réalité. Nous avons perdu du terrain.

Le militantisme antifasciste reste-t-il pour vous une priorité ?

Le militantisme antifasciste demeure une nécessité politique. REFLEXes est animé par des militantEs qui ont bien d'autres centres d'intérêt que l'antifascisme, ce qui explique notre rythme de publication parfois erratique. Par contre, nous pensons qu'il ne peut y avoir de lutte et de travail d'information satisfaisants sans mémoire et sans archives. Autrement dit, c'est une lutte de longue haleine, et notre longévité nous garantit sur ce plan une certaine légitimité. Simplement l'antifascisme doit s'inscrire dans une dimension bien plus large de transformation sociale et de lutte contre le capitalisme, sans quoi il se limite à du « citoyennisme », ce qui n'est pas notre tasse de thé politique. La radicalité ne se trouve pas dans les postures ou les invectives antifascistes mais dans l'analyse et le point de vue sur la montée du nationalisme dans les pays européens. [...] Cela ne nous intéresse pas d'affirmer en guise d'explication magique que le capitalisme est responsable de tous nos maux, y compris de la montée de l'extrême droite, et que sa disparition nous garantira un monde exempt de tout nationalisme. Tout comme nous ne hurlons pas au fascisme pour n'importe quoi. La réalité humaine est plus complexe. Cela ne nous empêche pas d'avoir cette perspective anticapitaliste comme fil directeur politique et de considérer que l'antifascisme en est un aspect.

Quelle analyse faites-vous des 18% pour le FN au premier tour de l'élection présidentielle, et quelles conséquences cela peut-il avoir sur le plan politique ?

Notre analyse n'est guère différente de celles que d'autres, sociologues, journalistes, géographes, ont pu produire çà et là. Les 6 millions de voix obtenues par Marine Le Pen sont le résultat de la conjonction de nombreux phénomènes dont le principal est bien sûr la crise systémique que nous subissons depuis 2008 et qui rend attractif un discours de protectionnisme national tel qu'a pu le développer la présidente du FN. Ce phénomène n'est pas nouveau puisqu'il est assez comparable à

ce qui se produisit au XIX^e siècle, lorsque la constitution d'un marché national français, grâce au développement du réseau de chemin de fer, eut pour conséquence l'émergence d'identités régionales fortes et revendiquées. Les sociétés humaines ne peuvent pas vivre sans repères, or la mondialisation capitaliste lamine ceux-ci à un rythme incroyablement rapide. Une partie de la société française réagit en choisissant la facilité qu'est le repli sur la nation, au détriment d'une conscience sociale audacieuse et sans doute plus difficile à rendre attractive. Pour autant la mondialisation n'explique pas tout et la question culturelle pèse également très lourd. La société française est très largement détachée du fait religieux, héritière de plus de 200 ans de lutte anticléricale et se trouve aujourd'hui en présence de populations migrantes dont la pratique religieuse est souvent très vivace et prend des formes auxquelles la majeure partie de la population n'est plus habituée et qu'elle assimile très rapidement à du fanatisme ou du prosélytisme. Cette incompréhension nourrit le vote FN car elle alimente une peur évidente que nous ne pouvons escamoter en l'identifiant simplement à du racisme ou pire à de l'islamophobie. La percée du vote Marine Le Pen parmi les 16-24 ans est sans doute l'aspect le plus inquiétant de cette élection car l'identité politique des individus se construit à cet âge-là et varie souvent fort peu par la suite. La présidente du FN est donc en train de se construire une base politique durable qu'il sera difficile de faire changer d'avis.

Peut-on selon vous assister dans les mois qui viennent à la recomposition d'un travail antifasciste conséquent, et à quelles conditions ?

Nous sommes pessimistes car rien ne laisse percevoir une telle évolution. Il y a trop de désarroi et de méfiance réciproque de la part des militants, sans parler des calculs politiques de certaines structures, pour qu'émerge à court terme un regroupement coordonné, sans même parler de mouvement unitaire. Pour notre part, nous sommes de toute façon un petit collectif qui ne peut observer cela qu'en spectateur, sans a priori ou sans conduire de procès d'intention envers les uns ou les autres. Nous avons toujours travaillé avec qui le souhaitait, sur la base de la réciprocité et du respect mutuel. Nous continuerons de le faire à l'avenir.



Grèce : poussée de Syriza

Maintenant que la Troïka est sanctionnée, la gauche radicale doit confirmer sa poussée !

La seule chose sûre avant les élections législatives du 6 mai, c'est que le jeu politique traditionnel d'alternance ou d'alliance entre la Nouvelle Démocratie (ND, droite) et le Pasok allait en prendre plein les dents, tant est grande la colère contre les partis au pouvoir pour imposer les ordres du FMI et de l'UE et donc détruire l'emploi et les acquis sociaux. Il se disait même que Syriza, la coalition regroupant le Synaspismos (réformiste antilibéral) et quelques groupes de la gauche révolutionnaire, allait passer de la 5^e à la 3^e place. Contre l'évidence, la ND avait construit toute sa campagne sur le fait qu'ils auraient une majorité suffisante pour former un gouvernement, et le Pasok pour sauver les meubles lui proposait de reconduire un gouvernement d'union nationale. Les résultats sont en fait à la hauteur de la colère, ils bouleversent les scénarios espérés par la Troïka, qui a essayé jusqu'au bout d'effrayer la population en refaisant son chantage à l'aide conditionnée à un « bon » vote. On peut déjà ce lundi essayer d'en tirer trois leçons.

UNE BAFFE POUR LES PARTIS DU MÉMORANDUM

La ND, même si elle arrive en tête, est très loin du seuil minimum espéré. Elle passe de 33,5% en 2009 à 18,9%, perdant environ 1,1 million de voix. Son chef Antonis Samaras a immédiatement laissé entendre qu'il ne serait pas opposé à un gouvernement d'alliance ! Mais le grand perdant est le Pasok : il espérait sur la foi des sondages talonner la droite, mais il passe de 43,9% à 13,2, perdant environ... 2,2 millions de voix. C'est un véritable séisme pour ce parti qui a été le plus gros parti

de masse depuis 30 ans en Grèce, dont les dirigeants ces deux dernières années se sont conduits comme les pires des flics ou des patrons, et dont la campagne a porté en grande partie contre les immigrés, accusés de tous les maux du pays, avec bien sûr les résultats classiques de racisme galopant et de montée de l'extrême droite. Il est trop tôt pour deviner les conséquences pour le Pasok, devenu le 3^e parti et passant de 160 à 41 députés, mais il y aura à coup sûr des effets dans les syndicats à majorité Pasok. N'oublions pas de mentionner le parti d'extrême droite Laos, que le Pasok avait convaincu de participer à son gouvernement d'union nationale : il passe de 5,6% à 2,9% et perd ses 15 députés.

37% À GAUCHE DU PASOK

Le score est impressionnant : si on additionne tous les groupes à gauche du Pasok (on peut en recenser 11...), on arrive à ce chiffre, qui indique le rapport de forces potentiel. Renforcement pour tous ces groupes tous identifiés comme opposés au mémorandum du FMI et de l'UE et pour des solutions socialistes à divers degrés. Le plus impressionnant est Syriza, devenant le 2^e parti (et premier dans la région d'Athènes) : le regroupement antilibéral a fait une campagne qu'on peut comparer pour aller vite à celle du Front de Gauche, avec qui il a d'étroits rapports, et il passe de 4,6% à 16,8%, gagnant 700 000 voix et passant de 13 à 52 députés ! Le très sectaire KKE (PC) passe quant à lui de 7,5 à 8,5%, gagnant 150 000 voix. Le regroupement anticapitaliste Antarsya passe de 0,4 à 1,2%, gagnant 50 000 voix après une campagne



(PHOTO THÈQUE ROUGE/DA)

très combative. À partir de là, les questions sont nombreuses : quelle politique va suivre Syriza, dont le programme vis-à-vis de la dette est mi-chèvre mi-chou ? Quelle conséquence dans le KKE, dont des militants pourraient officialiser leur désaccord avec la ligne d'isolement ? Quelle forme d'unité possible dans une période d'extrême instabilité (probable impossibilité de former un gouvernement).

MONTÉE DES NÉONAZIS

C'est la nouvelle inquiétante de la soirée : à côté du succès d'un groupe de droite (10% pour une sorte de Dupont-Aignan), le groupuscule Chryssi Avgi (Aube dorée), dont on a déjà mentionné ici les méthodes de tueurs, a réussi, porté par le climat raciste encouragé par le gouvernement, non seulement à entrer au Parlement, mais à obtenir presque 7% des voix. Son discours antimémorandum l'a identifié pour certains à une composante des Indignés

(ils tentaient d'occuper une place dans le mouvement), mais il a surtout percé avec la réputation d'un groupe anti-immigrés aux méthodes efficaces mais « gentilles », au service des petits bourgeois apeurés. Les premières images de leur Führer érucant hier contre les journalistes devraient aider à dégonfler cette baudruche, mais cela ne suffira pas : des initiatives antifascistes larges et unitaires sont désormais urgentes, et le rapport de forces permet de les réaliser immédiatement.

Derniers chiffres : en dehors de l'abstention (35%, en hausse de 5%), il faut signaler que le système électoral prive 20% des suffrages de se voir représentés : avec son score, Antarsya devrait avoir au moins trois députés, et les écologistes, avec 2,9%, manquant de peu le seuil de 3%. La question de la démocratie va se poser sous différentes formes dans les jours qui viennent.

Andreas Sartzekis, Athènes, le 7 mai



Déclaration de Philippe Poutou

Nicolas Sarkozy, le « président des riches » est bel et bien battu et nous nous en réjouissons. [...] Ces derniers jours, sa drague honteuse de l'électorat du Front national [...] montre bien la perméabilité de la droite à son programme. Au terme d'une campagne qui a donc pris un tour de plus en plus réactionnaire, celui qui se voulait le « candidat du peuple » a été délogé et c'est tant mieux.

Hollande est donc élu président, alors qu'il n'a pas un seul instant montré sa volonté de se situer sur le terrain du monde du travail, celui de la justice sociale pour une autre répartition des richesses, pour de nouveaux droits sociaux. Son programme n'est pas la rupture, pourtant nécessaire, avec l'orientation de son prédécesseur. [...] Au contraire, s'inscrivant pleinement dans la politique des socialistes européens et de l'Union européenne, gestionnaires loyaux de la crise, l'élection de Hollande annonce une politique d'austérité pour les catégories populaires, au nom de la rigueur et de l'équilibre budgétaire. [...]

Il faut donc nous préparer à mener de nouvelles batailles, à fédérer les résistances contre des mesures et des politiques qui ne seront rien d'autre qu'une austérité de gauche.

C'est l'ambition du NPA : nous voulons construire de larges cadres unitaires pour faire converger les luttes contre l'austérité. Comme nous l'avons fait ces dernières semaines, le NPA lance un appel. Nous nous adressons à celles et ceux qui se sont reconnus dans notre campagne, aux organisations et à celles et ceux qui se sont retrouvés dans les campagnes du Front de Gauche ou de Lutte ouvrière, aux militants syndicalistes et à l'ensemble du mouvement social. [...]

Dans cette situation, l'objectif du NPA est de construire une véritable opposition à toutes les politiques d'austérité de droite comme de gauche. Dans cette opposition, nous voulons aussi pour notre part, trouver les voies pour avancer dans le regroupement des anticapitalistes. C'est aussi pour défendre cette perspective que le NPA présentera des candidats, des candidates aux élections législatives.

Plus que jamais, il est nécessaire de faire vivre un projet anticapitaliste.

Le 6 mai 2012 à 20 heures

L'austérité fait exploser le chômage

La planète devrait compter 202 millions de chômeurs cette année, soit 6 millions de plus qu'en 2011, et de 210 millions en 2016. C'est ce que révèle le rapport annuel de l'Organisation internationale du travail (OIT) du 30 avril dernier. Par ailleurs, plus de 40% des demandeurs d'emploi des économies « avancées » sont au chômage depuis un an ou plus, et le travail à temps partiel contraint s'est accru dans deux tiers des pays émergents et en développement. Et la situation n'est pas près de s'améliorer car, toujours selon l'OIT, « la situation mondiale de l'emploi est extrêmement inquiétante et ne laisse entrevoir aucun redressement dans un avenir proche ».

Le rapport annuel de l'OIT souligne la situation particulièrement préoccupante de l'Europe où le taux de chômage a augmenté dans près de deux tiers des pays depuis 2010. Il y aurait selon Eurostat 24,772 millions d'hommes et de femmes au chômage dans l'UE. L'État espagnol et la Grèce sont les plus touchés. 24,44% de la population active

espagnole est aujourd'hui sans emploi. Le chômage touche particulièrement les jeunes puisque 52,01% des moins de 25 ans cherchent un emploi. Plus d'1,7 million de ménages survivent sans qu'un seul membre de la famille n'ait un travail. Cette augmentation du taux de chômage dans l'État espagnol coïncide avec l'entrée en vigueur, le 12 février dernier, de la réforme du droit du travail préparée par le gouvernement conservateur. Un ensemble de mesures qui flexibilisent les conditions de travail en facilitant les licenciements au nom... de la lutte contre le chômage.

En Grèce, la situation est quasi équivalente avec un taux de chômage en janvier dernier de presque 22%, chômage qui a quasi doublé en à peine deux ans, et ce sont une nouvelle fois les jeunes et les femmes qui sont les plus touchés.

L'explosion du chômage dans le monde et en particulier en Europe du sud, est due aux politiques d'austérité, dénonce clairement l'OIT. Pour Raymond Torres, directeur de l'organisation genevoise,

« depuis 2010, et malgré les déclarations favorables à l'emploi [...], la stratégie politique s'est détournée de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de travail pour se concentrer sur la réduction des déficits budgétaires à tout prix ». Face à cette situation, l'OIT préconise un changement de stratégie tournée vers la croissance et prônant une augmentation des salaires... À défaut, l'OIT prédit un climat social houleux.

Selon les capitalistes et les dirigeants de la planète, la seule politique possible pour sortir de la crise et résoudre le problème de la dette, serait l'austérité. Mais ces politiques nous mènent droit dans le mur comme le constate l'OIT qu'on ne peut pas qualifier d'organisation « gauchiste » : augmentation du chômage, de la précarité, des inégalités, récessions... et toujours et encore plus de déficits. La solution aujourd'hui est d'avancer des mesures anticapitalistes radicales, alternatives, faisant payer la crise et la dette à ceux qui en sont responsables : refuser de payer la dette, saisir les



banques pour les unifier dans un service public sous contrôle des salariés, augmenter les salaires, annuler les réformes cassant les retraites et les services publics, réduire le temps de travail pour mettre fin au chômage. Bref, imposer une autre répartition des richesses et retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance.

Sandra Demarcq

Le Front national en embuscade

Avec 18% des voix au premier tour, un entre-deux-tours d'une incroyable démagogie raciste et réactionnaire, et Sarkozy finalement battu, Marine Le Pen se frotte les mains et se proclame « chef de l'opposition ». Un chiffre a marqué les esprits : alors que le FN raillait Sarkozy en lui proposant une perruque blonde pour parfaire sa panoplie de vrai faux candidat de l'extrême droite, alors que Marine Le Pen annonçait qu'elle irait personnellement voter blanc, le total des bulletins blancs et nuls (2,146 millions) a dépassé de plus d'un million l'écart de voix entre Sarkozy et Hollande (1,135 million). C'est le résultat de bien d'autres choses que cette « consigne » frontiste (à commencer l'absence d'attente populaire à l'égard du PS), mais il fait sentir encore un peu plus à l'UMP le pouvoir de nuisance du FN.

Et déjà, aux législatives. En 1997, le FN (avec 15% des voix) avait joué un rôle essentiel dans la défaite de la droite, en se maintenant au second tour dans 133 circonscriptions. Qu'en sera-t-il le 10 juin prochain ? Au premier tour de la présidentielle,

le FN a dépassé les 12,5% des inscrits (la barre nécessaire pour se maintenir au second tour dans des législatives) dans 353 circonscriptions sur un total de 577. Il a même obtenu plus de 20% des voix dans 206. Même s'il y a un ressac des voix de l'extrême-droite aux législatives, et davantage d'abstention donc un plus grand nombre de voix requis pour se maintenir, les candidats UMP peuvent avoir la trouille...

Le FN accentue donc la pression sur l'UMP. Il a annoncé que ses candidats se maintiendraient en cas de triangulaires avec le PS et l'UMP, et ne « choisiraient pas » en cas de duels UMP-PS. Bruno Gollnisch a confirmé l'existence d'une « liste noire de personnalités [de l'UMP] qui ont déclaré explicitement qu'elles préféreraient un candidat socialo-communiste au Front national ». Et il a cité des gens fort suspects, effectivement, de complaisance gauchiste : Nathalie Kosciusko-Morizet, Claude Guéant et Jean-François Copé !

L'objectif du FN est de faire éclater l'UMP, pour imposer une re-composition politique dont il serait le centre ou l'un des grands

pôles. Cela n'a rien d'impossible. Déjà, des députés UMP réclament d'aller au bout de la campagne hyper-droitière de Sarkozy. Quitte à dire presque la même chose sur l'immigration « incontrôlée », les chômeurs « assistés », les fonctionnaires « paresseux » et les syndicats « anti-France », pourquoi ne pas faire alliance, puisque le grand chef lui-même a dit que le FN est « compatible avec la République » ?

Et puis cela ne s'est-il pas fait ailleurs en Europe ? Dans l'Italie de Berlusconi, par exemple, où la Ligue du Nord se désolidarisait de la réforme des retraites, se taisait sur l'exemption massive d'impôts des riches et la strangulation financière des services publics, se consolait par des réformes crapuleuses anti-immigrés, et chauffait à blanc l'opinion en proposant d'autoriser la marine à tirer au canon sur les embarcations de migrants clandestins. C'est la politique d'austérité d'un gouvernement de centre-gauche qui avait ouvert la voie à la victoire de cette coalition du milliardaire banga-banga et des petits blancs racistes.

Yann Cezard

Et maintenant les législatives !

Les 10 et 17 juin auront lieu les élections législatives. Dans la suite de l'élection présidentielle, au PS on veut confirmer ; à droite on veut limiter la casse.

Après la défaite de Sarkozy, les élections législatives revêtent un enjeu particulier pour la majorité sortante : sauver un maximum de sièges sur les 305 actuels. Pour réussir, les ténors de l'UMP ont décidé de mettre en stand-by leurs désaccords, critiques et querelles personnelles. L'ordre du jour est officiellement à l'unité. Avant même que le programme soit bouclé, l'UMP n'a qu'un mot d'ordre pour mobiliser ses électeurs : « l'équilibre des pouvoirs ». Cinq raisons sont données en boucle pour voter contre la gauche : « le renoncement à la règle d'or » budgétaire, le droit de vote aux immigrés aux élections locales, « la menace qui pèse sur la filière nucléaire », le « matraquage fiscal des classes moyennes » et le retour de la retraite à 60 ans (pour les carrières longues). Les sièges des députés UMP sont d'autant plus menacés que le FN compte jouer les trouble-fête. Il aborde les élections législatives avec confiance car le résultat obtenu par Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle lui permet d'espérer être présent dans plus de 350 circonscriptions au second tour des législatives. De nombreuses triangulaires sont possibles et pourraient être fatales à l'UMP et permettre ainsi au FN, de faire leur grand retour à l'Assemblée nationale après plus de quatorze ans d'absence.

Les socialistes, quant à eux, n'ont qu'un seul mot d'ordre depuis la victoire de leur candidat : « donner une majorité au président de la République » afin qu'il puisse « gouverner ». Il ne faut pas que les législatives soient des élections de « blocage », répètent-ils en boucle depuis le 6 mai dernier. La question pour le PS est donc de confirmer la victoire présidentielle. Forts de leur accord scellé à l'automne avec le PS, mais handicapés par le faible score d'Eva Joly, Europe Écologie-Les Verts compte obtenir entre 18 et 24 députés, contre 4 sortants, de quoi former un groupe parlementaire.

Le Front de Gauche, avec les 11,10% de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la présidentielle, veut aussi jouer sa carte et espère un groupe renforcé jusqu'à une trentaine de députés (19 sortants dont 16 PCF et apparentés). Il va discuter avec le PS là où le FN pourrait empêcher la gauche d'être présente au second tour, proposant « un bouclier antidroites ». Pour notre part, les législatives seront la conclusion logique de notre campagne présidentielle, son prolongement indispensable. Elle se construira autour du refus de toute austérité de droite comme de gauche, le refus de payer la dette, l'exigence de son annulation et l'expropriation des banques pour créer un service bancaire unique. Elle se développera dans la perspective de la construction d'une force d'opposition de gauche, pour battre la droite et le FN. C'est pour défendre cela que le NPA sera présent dans 350 à 400 circonscriptions.

Sandra Demarcq



Un local de l'UMP après le passage de la colère populaire... (PHOTOTHÈQUE ROUGE/TN)

SARKOZY PARTI L'UMP à la dérive ?

Après la claque prise par Sarkozy, l'avenir du parti de l'ex-président s'assombrit. Le retrait annoncé de Sarkozy associé à la pression politique du Front national entraîne les premières fissures et annonce de possibles décompositions-recompositions de l'UMP.

En déclarant de façon grandiloquente le 6 mai au soir qu'il redevenait « un Français parmi les Français », Sarkozy a ouvert à droite la boîte de Pandore. « Une autre époque s'ouvre », cela ne fait pas de doute, mais le moins que l'on puisse dire, c'est que l'UMP ne semble pas bien savoir vers où aller. Après avoir chassé sur les terres du Front national pour récupérer quelques voix, manœuvres de la dernière chance, la droite démarre sans trop y croire sa campagne pour les législatives et y retrouve sur sa route l'extrême droite.

Droite extrême ou extrême droite ?

On ne compte plus dans les rangs des dirigeants de l'UMP les clins d'œil appuyés en direction du FN. À quelques jours du second tour, c'était le ministre de la Défense Gérard

Longuet qui donnait une interview au journal d'extrême droite *Minute* pour y dire que Marine Le Pen était, contrairement à son père, « un interlocuteur » possible, avec qui il est « désormais possible de parler de sujets difficiles ». Au lendemain de la présidentielle, c'est maintenant un député membre de la Droite populaire, Jean-Paul Garraud, qui pose publiquement la question de se tourner vers le FN : « une majorité des électeurs de l'UMP et des électeurs du FN veulent un rapprochement. Qu'est-ce qui est le plus important pour la France ? Cette question, seule, doit nous guider. On devient pragmatique ou on reste dans les blocages idéologiques ? »

Dans ce contexte, chacun joue sa carte et prend ses distances. Ainsi Chantal Jouanno, ex-secrétaire d'État devenue sénatrice, critique directement le chef Sarkozy et le secrétaire

général de l'UMP, Copé : « En validant les mots et l'agenda du Front national, ou en donnant le sentiment de les valider, nous avons perdu des points dans la présidentielle... » Fillon et Juppé, l'œil déjà rivé sur 2017, sont au diapason...

Sauvegarde électorale et déconfiture idéologique

Tout cette agitation est révélatrice de l'ampleur de la crise d'une droite qui s'interroge sur son identité. Et les élections législatives vont certainement marquer une accélération de cette crise. En effet, le premier tour de l'élection présidentielle montre la consolidation des positions du FN. Il est malheureusement très probable que celui-ci dépassera son record de 1997 : 133 circonscriptions où il avait pu se maintenir au second tour des élections législatives. Peut-être plus du double dans

quelques semaines... Une vraie machine à perdre pour la droite. Et quand on sait que le total des voix de droite et d'extrême droite au premier tour de l'élection présidentielle est supérieur à celui de la gauche et de l'extrême gauche dans 349 des 577 circonscriptions, on se dit que bien des politiciens aux abois vont vouloir se donner tous les moyens de sauver leur place. Ce sont ces petits calculs et la montée des idées réactionnaires sous la pression de la crise économique qui rendent toujours plus poreuses les frontières entre l'UMP et le FN, et peuvent ouvrir la voie à un nouveau parti populiste d'extrême droite. Une lourde menace pour les catégories populaires.

Manu Bichindaritz



(REUTERS/STRINGER, PAKISTAN)

PAKISTAN Menace de mort sur des membres du LPP emprisonnés

Des informations particulièrement alarmantes nous parviennent sur le sort de cinq détenus politiques au Pakistan.

Le 28 avril dernier, cinq détenus ont été violemment battus, torturés, dans une prison de Gilgit, au nord du Pakistan. Tout d'abord mis au secret (même leurs avocats n'ont pu les voir), ils ont été laissés sans soins au moins huit jours, malgré une injonction de la cour exigeant qu'ils soient examinés par un docteur. Ils ont été transférés de force dans une prison (Zulfiqarabad) réservée aux criminels endurcis. On peut craindre que l'objectif de ce transfert soit de les faire assassiner par des droits communs – de façon à ce que la responsabilité des autorités ne soit pas trop visiblement engagée.

Baba Jan, Iftikhar Hussain et Amir Ali ont été sévèrement atteints. Baba Jan a deux doigts fracturés, le visage et d'autres parties du corps blessés. Deux autres militants, Ameer Khan and Rashid Minhas, seraient moins touchés. Tous sont membres du Parti du travail (Labour Party Pakistan, LPP) et du Front de la jeunesse progressiste (Progressive Youth Front, PYF). La Commission des droits humains du Pakistan (HRCP) a lancé, le 7 mai, un « appel urgent » en faveur des cinq détenus de Gilgit. Le 4 mai, dans un communiqué, elle jugeait la situation « excessivement préoccupante ». Elle « proteste avec vigueur contre les mauvais traitements infligés à ces militants » et « exige que leurs droits fondamentaux et à des procédures

judiciaires régulières ne leur soient pas déniés ». « Ceux qui sont accusés de les avoir torturés doivent être suspendus en attendant une enquête et ceux qui seraient coupables devront être condamnés selon la loi ».

Comme le rappelle la HRCP, les cinq militants « ont été incarcérés pour avoir protesté au nom des victimes de déplacements forcés dus au glissement de terrain d'At-tabad » en 2010. En août 2011, la police a tiré sur des manifestants qui réclamaient que toutes les familles concernées reçoivent les aides promises, tuant un fils, puis son père venu le protéger. Ces assassinats avaient provoqué un soulèvement local. Baba Jan, le LPP et le PYF ont joué un rôle très actif pour que ces faits soient connus sur le plan national, et c'est bien pourquoi il a été activement recherché par les services de sécurité.

Gilgit n'est pas le seul endroit où des cadres syndicaux et progressistes ont subi des tortures. Certains ont été assassinés, comme dans la ferme militaire d'Okara ou le centre de production textile de Faisalabad. Des militants sont traînés devant des juridictions antiterroristes ou sont accusés de crimes crapuleux. C'est à cette politique de la terreur exercée à l'encontre des mouvements ouvrier, paysan, populaires et politiques qu'il faut répondre. L'urgence première est de protéger la vie des cinq détenus menacés à Gilgit,

d'exiger leur libération immédiate et pour l'arrêt des poursuites devant la juridiction antiterroriste.

Des nombreuses actions de protestation ont été initiées au Pakistan même. Il est très important que la solidarité se manifeste aussi, sans tarder, sur le plan international pour que les autorités du Pakistan et du territoire de Gilgit-Baltistan sachent bien qu'elles seront tenues responsables du sort fait à Baba Jan et à ses camarades. De premières actions ont été menées dans divers pays et d'autres se préparent en Europe, au niveau parlementaire notamment. Nous lançons un appel pour que la solidarité s'élargisse et que les initiatives se multiplient : lettres, délégations et piquets devant les ambassades du Pakistan, diffusion de l'information dans les médias internationaux, mise en alerte des réseaux de solidarité, communiqués d'associations de défenses des droits humains, etc.

Nous en appelons aussi à la solidarité financière¹ dont le LPP a besoin pour organiser la défense des militants frappés par la répression et pour soutenir leurs familles dans le besoin.

Pierre Rousset, Danielle Sabai

1. Envoyez les chèques à l'ordre d'ESSF, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site www.europe-solidaire.org

Le Mali dans la tourmente

Depuis le coup d'État contre Amadou Toumani Touré (ATT) le 22 mars, mené par les soldats du rang de l'armée, la situation au Mali est loin d'être stabilisée. En effet le pays reste coupé en deux et dans chaque partie du territoire se déroule une lutte féroce pour le contrôle du pouvoir.

Les problèmes demeurent même si le rétablissement de l'ordre constitutionnel est effectif, puisqu'à la suite de la démission d'ATT, le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, a pris l'intérim de la présidence de la République et a nommé un Premier ministre, Cheick Modibo Diarra qui a formé son gouvernement. Le pouvoir est partagé entre un gouvernement décrié par l'ensemble de la classe politique, qu'il soit partisan ou opposant au coup d'État, et les putschistes, avec à sa tête le capitaine Amadou Haya Sanogo.

Cette instabilité est marquée par les violences qui ont émaillé la dernière semaine entre la garde présidentielle, les bérêts rouges et les putschistes, les bérêts verts qui refusent toujours une intervention militaire de la Cedeao, l'organisme des pays de l'Afrique de l'Ouest.

C'est donc un véritable bras de fer qui se joue avec l'Ivoirien Ouattara, président de la Cedeao et son médiateur, le Burkinabé Compaoré, par ailleurs deux piliers de la Francophonie.

De l'autre côté du fleuve Niger, au nord du pays, la situation est tout aussi compliquée. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), doit faire face aux différents groupes islamistes. En effet, chacun a ses propres objectifs. Les Touaregs du MNLA ont proclamé le 6 avril l'indépendance de l'Azawad et se prononcent plutôt pour un État laïc, alors que les groupes islamistes sont contre la partition du Mali et pour étendre la Charia sur l'ensemble du pays. Mais dans les deux camps des divisions se font jour. Le MNLA vient de connaître une scission, le FNLA, originaire de Tombouctou, qui contrôle une partie de cette ville. Les islamistes, eux, sont divisés entre Aqmi, Ansar Din, le Mujao qui est un groupe dissident d'Aqmi, et des éléments de Boko Haram, groupe islamiste auteur de sanglants attentats contre les chrétiens du Nigeria et pour couronner le tout, de multiples bandes armées qui s'adonnent aux trafics de cigarettes, de drogues, et d'êtres humains sévissent dans la région.

Des contacts ont été noués en Mauritanie entre les dirigeants du MNLA et des émissaires du gouvernement malien. Pour ce dernier, la ligne rouge est le maintien de l'intégrité territoriale qui pourrait être cependant compatible avec une fédération du Mali permettant d'octroyer une très grande autonomie de l'Azawad. En échange, les troupes du MNLA pourraient s'allier à l'armée malienne pour combattre les islamistes.

Mais rien n'est sûr et pendant les tractations la souffrance des populations empire. En effet, à la crise alimentaire qui s'abat sur l'ensemble de la bande sahélienne, touchant plus de 15 millions de personnes, s'ajoutent les pénuries de toutes sortes : eau, énergie, médicaments. Le nombre de réfugiés fuyant le Nord s'élève à 320 000 personnes. De plus, l'organisation Human Right Watch fait état de nombreuses violations des droits humains dont se sont rendus coupables les hommes en armes qu'ils soient du MNLA ou des différents groupes islamistes.

Les populations du nord du pays payent fortement les politiques dictées par le FMI et la Banque Mondiale qui ont empêché le développement économique et démantelé les services de l'éducation et de la santé. Cette situation s'est aggravée par la corruption, et la progression de l'économie mafieuse. Avant d'être militaire, la solution est avant tout sociale et économique. Pourtant elle n'est nullement envisagée par les pays comme la France qui se disent prêts à un appui logistique en cas d'intervention militaire de la Cedeao.

Paul Martial

Le dimanche sanglant de Poutine

Le 6 mai, à la veille de l'inauguration de la présidence de Vladimir Poutine, qui entame désormais son troisième mandat, une manifestation massive a eu lieu à Moscou, et s'est terminée par une confrontation sauvage avec la police.

Bien que l'on ait pu s'attendre à une retombée des mobilisations par rapport à cet hiver, l'action de ce dimanche était aussi massive : selon nos estimations, plus de 70 000 personnes ont participé à la manifestation qui avait lieu dans le centre-ville pour dire « Non » au régime politique en place. Dans le cortège, la gauche radicale était beaucoup plus visible qu'auparavant : étaient entre autres présents le Front de Gauche, le Bloc anarchiste et antifasciste ainsi que notre organisation, le Mouvement socialiste de Russie (RSD). Les revendications portaient sur la démocratisation en général mais également sur des questions sociales. Les militants venus d'autres villes constituaient une bonne partie du cortège : plus de 1 000 personnes se sont déplacées de Saint-Petersbourg, il y avait aussi des groupes venus de Samara, Astrakhan, Iaroslavl, etc.

Quand l'immense foule des manifestants s'est approchée de la place Bolotnaya, où devait se tenir le meeting, des détachements spéciaux de la police et des véhicules blindés lui ont barré la route. La foule qui ne pouvait plus reculer a tenté de passer à travers le cordon, c'est alors qu'ont eu lieu les premières arrestations. Par la suite, quelques milliers de manifestants qui avaient réussi à pénétrer sur la place ont tenté de dresser un camp et ont refusé de se disperser jusqu'à ce que les personnes arrêtées – plusieurs centaines à ce jour – soient libérées. S'est alors déclenchée une bataille rangée entre la police et les manifestants, comme Moscou n'en avait plus connu depuis vingt ans. La police a tiré des balles à blanc, jeté du gaz lacrymogène, donné des coups de matraque aux personnes couchées sur le sol et les a jetées dans les cars. En réponse, les manifestants se sont mis à arracher les casques et les gilets pare-balles des policiers, afin de les lancer dans la rivière Moskova sous des tonnerres d'applaudissements. Après quelques heures, la police est tout de même parvenue à disperser le

reste des manifestants encore présents sur la place.

Cependant, des altercations avec la police ont eu lieu jusque tard dans la nuit dans le quartier central de la rivière Moskova. Des groupes de jeunes ont tenté de mener des actions devant les postes de police où se trouvaient les personnes arrêtées plus tôt.

Ces événements marquent sans aucun doute un tournant dans l'histoire du tout jeune mouvement de contestation en Russie. Après les meetings festifs et non violents mis en place par la « classe créative », le mouvement se transforme peu à peu en une confrontation ouverte entre la jeunesse étudiante et travailleuse en colère et la police. Il est significatif que le nouveau mandat de Vladimir Poutine s'ouvre sur un tel événement. Il est aujourd'hui clair pour toutes que ce mandat sera le dernier, pas seulement pour cette personne, mais aussi et surtout pour tout un système politique dont des personnes telles que Vladimir Poutine sont le pur produit.

RSD, 7 mai 2012

De la social- au social-l

Dix ans après le gouvernement Jospin et même dix-sept ans après la fin du mandat de Mitterrand, la gauche revient au pouvoir. Le moins qu'on puisse dire est que Hollande a peu promis. Surtout si on compare son programme à celui de Mitterrand en 1981. Mais du programme à sa mise en œuvre, il y a parfois loin et comme le montrent les articles de ces pages, pendant les trois périodes où le PS a dirigé le pays, il a doucement évolué de la social-démocratie vers le social-libéralisme.

Histoires de programmes

Naturellement, les différents gouvernements socialistes doivent être jugés principalement en fonction de leur action politique (ce qu'ils ont fait) plutôt qu'en fonction de leur programme électoral (ce qu'ils avaient promis). Ne serait-ce que parce qu'il y a souvent un gouffre entre les deux... Pour autant, les programmes mis en avant par la gauche avant chacune de ses victoires nous en apprennent beaucoup. Sur l'état des rapports de forces sociaux, d'abord. Et, surtout, sur la longue dérive de la gauche traditionnelle. Au début des années 1970, sous l'égide de F. Mitterrand, l'union de la gauche a entamé sa marche vers le pouvoir sur la base du Programme commun de gouvernement, avalisé par le PS, le PCF et le PRG (Parti radical de gauche). Ce document de 146 pages dactylographiées constitue, en quelque sorte, un contrat de gouvernement. Globalement, le Programme commun contient des mesures assez audacieuses en matière de pouvoir d'achat et de droit du travail, ainsi qu'en matière de libertés publiques avec la suppression des dispositifs les plus répressifs (Cour de sûreté de l'État, loi anticasseurs). Par contre, le programme commun se garde bien de remettre en cause les institutions de la V^e République, à commencer par les pouvoirs exorbitants du président de la République...

Cependant, le cœur du projet est constitué par un important programme de nationalisations industrielles et bancaires, pour conférer à l'État la maîtrise de l'appareil économique. Le projet trace aussi une perspective plus ambitieuse : « le passage du secteur privé au secteur public des pôles dominants de la production et la mise en place de structures démocratiques de gestion que ce passage permet commanderont la transformation effective de la société et ouvriront la voie au socialisme ».

À partir de 1979, le PCF déclenche une violente polémique contre Mitterrand et le PS, notamment sur le nombre de nationalisations. Mitterrand profite de l'occasion pour s'affranchir définitivement du Programme commun. À la présidentielle de 1981, il se présente sur la base des « 101 propositions », reprenant certaines mesures du défunt Programme commun, mais restant discret sur la transformation du système.

Lorsqu'il se représente, en 1988, F. Mitterrand se dispense de tout engagement : pas de programme, pas de propositions ! Juste une *Lettre à tous les Français*, défendant son bilan présidentiel et présentant quelques éléments de sa philosophie politique...

En 1997, lorsque Chirac dissout l'Assemblée nationale et provoque de nouvelles élections législatives, la gauche renoue avec la tradition : l'acte de naissance de la gauche plurielle est un accord en bonne et due forme, avec un volet électoral (désistements réciproques) et un volet programmatique : réduction du temps de travail (les 35 heures), plan de création de 700 000 « emplois jeunes », refus de ratifier le traité européen d'Amsterdam...

En 2002, Lionel Jospin avait cru bon de préciser : « mon programme n'est pas socialiste ». Cela ne lui avait pas porté chance. Dix ans plus tard, François Hollande s'est présenté sur la base de 60 propositions, marquées au coin du « réformisme réaliste » qu'il revendique : ne promettre que ce que l'on est sûr de tenir. Et, donc, promettre le moins possible !

François Coustal

Mitterrand 1981

Le 10 mai 1981, Mitterrand est élu président. En juin, les élections législatives donnent une majorité absolue au Parti socialiste.

Très vite aussi, des mesures symboliques sont prises qui répondent aux mobilisations populaires des années précédentes. Dès le 28 mai, tout en confirmant son choix en faveur du nucléaire, Mitterrand annonce l'arrêt du chantier de Plogoff, objet de manifestations monstres en Bretagne. Le 3 juin, il décide l'annulation du projet d'extension du camp militaire, contre lequel s'étaient mobilisés, depuis 1973, paysans du Larzac, pacifistes et antimilitaristes. Il faut attendre un peu (décembre 1982) pour que soit votée une loi permettant assez largement le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse...

En juillet 1981, le gouvernement augmente le Smic de 10%, l'allocation handicapés de 20%, les allocations familiales et l'allocation logement de 25%. En août, il supprime la Cour de sûreté de l'État, symbole d'une justice d'exception. Quelques mois plus tard, il abroge la « loi anticasseurs » instaurée par Giscard d'Estaing pour criminaliser les mobilisations sociales. Au dernier trimestre 1981, les radios libres (sans publicité) sont autorisées. Et les prix sont bloqués pour six mois. Dans la foulée, deux mesures emblématiques sont prises : l'abolition de la peine de mort et la création de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF).

En janvier, la durée légale de la semaine de travail est abaissée de 40 à 39 heures et la cinquième semaine de congés payés est instaurée. En février, la loi sur les nationalisations est votée. En mars, l'âge légal de départ à la retraite passe de 65 à 60 ans. À l'époque, le nombre d'annuités requis pour une retraite pleine et entière était de 37,5 et l'on entrait plus tôt dans la vie active : donc, l'abaissement à 60 ans de l'âge légal a effectivement permis à des centaines de milliers de salariés – qui avaient leurs annuités, mais pas 65 ans – de partir. Ces mesures sont porteuses d'ambiguïtés et ne constituent pas la « rupture avec le capitalisme » qui avait fait les beaux jours de la reconstruction du PS dans les années 1970. Mais il suffit de les mettre en rapport avec ce que propose aujourd'hui, trente ans plus tard, le PS pour mesurer l'ampleur de sa régression sociale-libérale !

Quant aux nationalisations « cuvée 1982 », elles ne sont évidemment ni l'expropriation des capitalistes ni la première étape du pouvoir des travailleurs. Il n'empêche... Au moment où, partout dans le monde industriel développé, on privatise à tour de bras – ce sont les « années Reagan Thatcher » – la France se dote d'un secteur public et nationalisé d'une puissance inégalée, que ce soit dans son histoire ou en comparaison avec des pays analogues. Il représente alors 23% des salariés français, 28% de la valeur ajoutée, 30% des exportations et 49% des investissements. Le secteur bancaire nationalisé représente alors 91% des dépôts bancaires. Et pourtant : bien qu'en principe dirigées par l'État, ces entreprises fonctionnent exactement comme des entreprises privées, appliquent les mêmes critères de rentabilité et de profitabilité. Elles se font même concurrence entre elles ! Des nationalisations capitalistes, en quelque sorte...

LE TOURNANT DE LA RIGUEUR

En juin 1982, un premier plan de... au cours de l'année 1983 que s'opère la montée des déficits (dont celui du compte de pression de l'Europe et des marchés). La politique continue du chômage. François Mitterrand, le système monétaire européen. Les socialistes chaînent impitoyablement. Les mesures de Pierre Mauroy cède la place à Laurent Fabius, communistes dans le gouvernement. Parmi les principales mesures de son premier mandat, il faut noter l'abolition de l'indexation des salaires. Cette décision capitale sera l'un des éléments du pouvoir d'achat des couches populaires. La répartition des richesses, les fameuses mesures de la gauche. Le pouvoir d'achat n'est pas la seule préoccupation des socialistes : l'emploi aussi. Le « socialisme » qu'il reviendra d'adopter ne lésinera pas sur les moyens. Pour cela, il faut une rigueur – ancien syndicaliste devenu ministre – « convention générale de protection sociale », la préretraite, avec départ dès l'âge de 55 ans, retirer les hauts-fourneaux de la tête des fonctionnaires. Les versions promises seront, elles aussi, abandonnées au parc des Schtroumpfs, dont les effets sont ceux détruits dans la sidérurgie ! Naturellement, la proposition n°80 de l'État – immigrés le droit de vote aux élections – sera « oubliée ».

L'alignement sur l'impérialisme américain n'aura lieu avec le néocolonialisme. Jean-Pierre Cot, qui prétendait faire le lien entre les réseaux de droite et réseaux socialistes, cadre de la « politique africaine de la gauche ». En janvier 1985, les gendarmes français d'Eloi Machoro, leader de la lutte contre le sida, en 1985, les services secrets français ont été accusés de Greenpeace qui protestait contre le passage d'un photographe de Greenpeace de nombreuses turpitudes du pouvoir français, étranger et néocolonial.

En 1986, la droite remporte les élections législatives. C'est la première cohabitation. François Coustal

Tonton 1988 - 1993

François Mitterrand est réélu en mai 1988. Mais les élections législatives qui suivent ne donnent qu'une majorité relative au PS. Le gouvernement de Jacques Chirac pratique alors « la politique de l'ouverture », c'est-à-dire la recherche de l'appui des « centristes » pour faire voter ses lois. Un appui récompensé par l'entrée de ministres de droite (modérée) au gouvernement...

Les gouvernements de M. Rocard, de E. Cresson, puis de P. Bérégovoy, marquent une mutation essentielle de la gauche et du PS : non seulement il n'est plus question de « rompre avec le capitalisme », mais même toute velléité d'en modérer les aspects les plus brutaux disparaît : l'heure est à la soumission à la loi des marchés, à l'orthodoxie budgétaire, à la réconciliation de la gauche avec l'entreprise et le monde des affaires. Bernard Tapie sera même ministre ! Quelques mesures sont censées rappeler qu'il s'agit bien de gouvernements de gauche : réduction à dix mois du service militaire (au lieu des six mois promis), loi Gayssot réprimant le négationnisme, abolition partielle des lois Pasqua sur l'immigration, par exemple. Ou encore la création du RMI : à défaut de lutter contre le chômage, la gauche tente très timidement d'enrayer le développement des « nouveaux pauvres ». La création de la CSG est présentée comme une mesure de justice, puisque les revenus du capital sont concernés ; mais elle ouvre la voie à l'étatisation de la protection sociale. Le « plan pour les lycées » et la création des instituts de formation des maîtres (IUFM) satisfont très partiellement les revendications de moyens pour l'école et de revalorisation des salaires des enseignants.

Pour autant, le verre est loin d'être plein. Le principe du « ni ni » – ni privatisation, ni nationalisation – de fait l'impressionnante vague de privatisations de Chirac entre 1986 et 1993. Entre deux établissements – La Poste et EDF – enclenche un nouveau processus de privatisation. Les dockers constitue une nouvelle attaque contre le cœur même de la gauche que se développent au cœur même de la gauche à grande échelle (Pelat, Tapie, dossier de la gauche). Dans le domaine international, la gauche défend des intérêts impérialistes. C'est le cas avec le traité de Maastricht. C'est elle qui sera, ensuite, complice du génocide des Serbes, force supplétive de l'impérialisme américain dans la guerre du Golfe contre l'Irak.

Lors des législatives de juin 1993, la gauche obtient moins de 10% de députés socialistes. C'est la fin de la droite de toute son histoire...

F. C.

-démocratie libéralisme

«rigueur» est mis en œuvre. Mais c'est
re le «*tournant de la rigueur*»: face à la
commerce extérieur) et – déjà... – sous la
Parallèlement, on assiste à une montée
Mitterrand a tranché: la France reste dans
conséquences logiques de ce choix s'en-
ures d'austérité se succèdent. En 1984,
rent Fabius. Il n'y a plus de ministres

ommission de la gauche au capitalisme,
ion des salaires sur l'évolution des prix.
éléments déterminants de la baisse du
res: c'est là l'origine de la dégradation de
ux 10% volés par le capital au travail...
victime de la nouvelle politique écono-
va souffrir. Ainsi, c'est à un gouverne-
chever la liquidation de la sidérurgie. Il
r acheter la paix sociale, Jacques Ché-
préfet spécial, puis ministre – invente la
sociale» dont la mesure principale est
de... 50 ans. L'objectif est clair: «*Il faut
des sidérurgistes lorrains*». Les recon-
si, emblématiques avec... l'inauguration
emplois sont censés prendre la relève de

du candidat Mitterrand – accorder aux
ons municipales après cinq ans de pré-

éricain est confirmé. Aucune rupture
Très vite, le ministre de la Coopération,
é bouger les choses, est écarté. Les ré-
s se concurrencent et coopèrent dans le
France», autrement dit la Françafrique.
nçais procèdent à l'exécution sommaire
pour l'indépendance kanake. En juillet
coulent le *Rainbow Warrior*, un bateau
les essais nucléaires en Polynésie, as-
he. Et ce ne sont là que quelques-unes
bir mitterrandien en matière de politique

ons législatives. J. Chirac devient Premier
tion.

re même à moitié plein! En adoptant le
on ni nationalisation – la gauche avalise
privatisations que vient d'opérer le gou-
1988. Mais, en réalité, en éclatant les PTT
te et France Telecom – la réforme Quilès
e privatisation. La réforme du statut des
que contre les acquis sociaux, alors même
du pouvoir des phénomènes de corruption
ier Elf, etc.).

politique menée est 100% guidée par la
est la construction capitaliste et austéritaie
nvoi au Rwanda de troupes françaises qui
ide. C'est, enfin, la participation – comme
US – de l'armée française à la (première)

la sanction électorale sera terrible: avec
es, cette Assemblée nationale est la plus à



Jospin 1997-2002

«**J**'ai décidé de dissoudre l'Assemblée nationale.» La déclaration de Chirac le 21 avril 1997 a de quoi surprendre, y compris dans ses propres rangs. Certes, le gouvernement avait été affaibli par les grèves de 1995, la lutte des sans-papiers de Saint-Bernard en août 1996 et par les «affaires» qui commencent à sortir, mais le RPR avait 245 sièges sur 577 à l'Assemblée (213 pour l'UDF et seulement 52 pour le PS), et les législatives suivantes ne devaient se tenir qu'un an plus tard. Toujours est-il que, contrairement aux prévisions, la gauche plurielle (PS, Verts, PCF, MDC) obtient 319 sièges sur 577 dont 250 pour le PS, le RPR retombe à 134 députés. Jospin est nommé Premier ministre.

LES RENIEMENTS

Lors de sa campagne, Renault dont l'État est actionnaire à plus de 44% annonce la fermeture de l'usine de Vilvorde en Belgique. Jospin déclare alors cette décision «*financièrement, industriellement et socialement aberrante, alors que le groupe Renault a récemment investi 1,4 milliard de francs dans la modernisation*».

Le 16 mars, il participe même à une manifestation aux côtés des salariés et des syndicats à Bruxelles. Le 29 mai, à l'issue d'un meeting de campagne, il assure aux syndicalistes de Vilvoorde venus en délégation: «*En tant qu'actionnaire de Renault, les représentants de l'État au conseil d'administration exigeraient que d'autres mesures soient envisagées, étudiées et préparées, pour résoudre les difficultés qui peuvent exister en matière de coûts de production de l'usine de Vilvorde.*»

Pourtant, une fois Premier ministre, le 7 juin, soit à peine quelques jours après la victoire de la gauche plurielle, il rencontre le Premier ministre belge et déclare «*sur le dossier Vilvorde. Ce n'est pas le gouvernement français qui décide*», et qu'il n'a «*pas, non plus, une emprise directe sur l'entreprise Renault*». Le 28 juin, la décision de fermeture est confirmée.

Quant au traité d'Amsterdam qui définit les conditions du passage à l'euro, notamment par l'obligation pour les États de respecter le pacte de stabilité ramenant le déficit à 3% maximum du PIB, Jospin promet que le traité ne sera pas signé si des négociations sur un traité social européen n'étaient pas engagées. Il qualifie même le projet de «*Supermaastricht*» et une «*concession absurde faite aux Allemands*».

Là encore, les promesses n'engagent que ceux qui y croient et deux ans plus tard, Jospin ratifie le traité en compagnie de Chirac.

LES CADEAUX AUX RICHES ET AUX PATRONS

Si les premières années du premier septennat de Mitterrand sont marquées par une vague sans précédent de nationalisations, Jospin fait exactement l'inverse et privatise plus que Juppé et Balladur réunis. Des cessions totales ou partielles par le biais d'ouvertures du capital ouvrent la voie aux privatisations. Ainsi, c'est à Jospin que l'on doit l'ouverture du capital de France Télécom, Air France, Autoroutes du Sud, Thomson, Aérospatiale (Eramet) et la privatisation de Crédit Lyonnais, CNP, GAN, CIC, alors que pendant la campagne, une déclaration commune PS-PCF du 29 avril prévoyait «*pour France Telecom, Thomson et Air France, l'arrêt des privatisations*». En 2000, Michelin, bien que faisant des bénéfices, décide un plan de licenciements. Jospin déclare alors que «*l'État ne peut pas tout*» et laisse faire. En 2001, les plans sociaux se succèdent notamment chez Danone, toujours sans réaction du gouvernement, illustrant les propos de Jospin qui disait «*oui à l'économie de marché, mais*

non à la société de marché».

Sous le gouvernement de la gauche plurielle, les plus riches n'ont pas eu à se plaindre. Ainsi en janvier 1999, DSK alors ministre des Finances, annonce que l'impôt sur les stocks options va passer de 40% (il avait été relevé par Juppé!) à 26%. Mais ce coup d'essai n'est pas transformé devant le tollé au sein même de la majorité. Bénéficiant d'une économie plutôt favorable, il s'avère que les rentrées fiscales augmentent donnant lieu à une «cagnotte» de 50 milliards de francs. Mais Fabius, nommé ministre des Finances décide de baisser les impôts, notamment en supprimant la tranche à 55%.

LES VRAIES ET FAUSSES AVANCÉES

La réduction du temps de travail promise pendant la campagne est probablement la mesure phare de la gauche plurielle. Malheureusement la mise en œuvre de la loi sur les 35 heures a été bien moins réjouissante. Cédant au patronat, Aubry, qui en était la promotrice en tant que ministre du Travail, a multiplié les exceptions. Au final, les 35 heures, dont la mise en place progressive s'est étalée jusqu'en 2002, ne concernaient pas les entreprises de moins de 20 salariés, et surtout, la loi a permis d'introduire dans le droit français l'annualisation du temps de travail dont les patrons rêvaient de longue date. En outre, elle s'est accompagnée d'une modération salariale et d'exonérations de cotisations sociales. Au final, de nombreux salariés se sont sentis floués par la mesure et Jospin en campagne présidentielle en 2002, ne l'a même pas mentionnée dans son bilan. Autre promesse de campagne, les emplois jeunes ont certes permis à près de 200 000 jeunes de sortir du chômage mais au prix d'un contrat de cinq ans dérogatoire au droit du travail qui ne leur laissait par la suite que très peu de perspectives.

Quant à la mise en place de la CMU, si elle a théoriquement permis l'accès aux soins des plus démunis, elle a ouvert la voie par le biais du «panier de soins» à une privatisation de la Sécu et à un droit à la santé à deux vitesses.

Néanmoins on peut citer certaines mesures qui sont clairement des avancées, comme le Pacs, premier pas vers l'égalité entre homos et hétéros, la loi sur la présomption d'innocence, l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la loi Kouchner sur les droits des personnes malades.

Concernant les sans-papiers, une des premières mesures de la gauche plurielle a été une circulaire qui a permis la régularisation de 80 000 d'entre eux mais avec des critères qui en ont laissé près de 65 000 sur le carreau. En 2000, la loi Réséda a repris un certain nombre de ces critères.

LA SÉCURITÉ

Avant la loi sur la sécurité intérieure de la droite, Chevènement ministre de l'Intérieur qui se bat contre les «sauvageons» fait voter la loi sur la sécurité quotidienne qui réprime notamment les personnes se rassemblant dans les cages d'escalier et interdit les rave parties. Dans le PS, l'évolution sécuritaire est menée notamment par Julien Dray qui a déclaré à l'Assemblée alors que Sarkozy présentait son projet de LSI: «*Pour le bien-être de notre pays, je ne peux que souhaiter votre succès*».

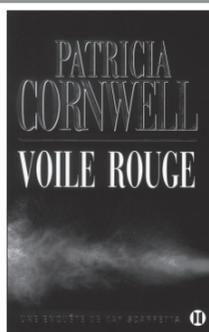
Lors de la campagne présidentielle de 2002, Jospin est persuadé que son bilan est garant de sa victoire. Ce n'est sûrement pas l'avis des électeurs, il est battu dès le premier tour et quitte la vie politique.

Dominique Angelini

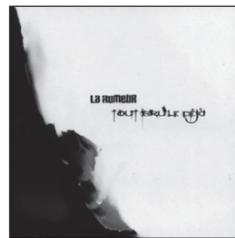


www.laissezpasser.info/

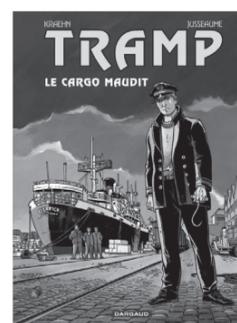
Marie Barbier, journaliste à *l'Humanité*, a créé un blog en février 2006. Depuis mai 2008, elle consacre l'essentiel de ses billets à l'actualité des sans-papiers. Il faut dire que les sujets d'articles n'ont pas manqué ces dernières années : travailleurs exploités, pères de famille expulsés, migrants dans la « jungle » à Calais, femmes en lutte, enfants enfermés en centre de rétention... Autant de sujets à traiter à travers le prisme si violent de la politique migratoire menée par les précédents gouvernements. Le but de la journaliste ? Informer au mieux sur ces histoires trop souvent passées sous silence. À lire avec attention...



POLAR
VOILE ROUGE
Patricia Cornwell
Éditions des Deux Terres / 21 euros
Le lecteur de polars est habitué aux excellents thrillers de Patricia Cornwell, et aux aventures de son personnage récurrent de détective, le médecin légiste Kay Scarpetta. Ce volume n'est pas décevant, encore que les explications finales me paraissent un peu rapides. Mais l'essentiel est ailleurs : Cornwell analyse minutieusement, médicalement, ce que signifie aujourd'hui dans pas mal d'États des USA l'application de la peine de mort. On se doutait bien qu'il ne s'agissait pas d'une partie de rigolade, mais la description détaillée de l'injection létale fait dresser les cheveux sur la tête. Dans son domaine, le livre de Cornwell renforce le combat des abolitionnistes.
Paul Louis Thirard



MUSIQUE
TOUT BRÛLE DÉJÀ
La Rumeur
La Rumeur prod
Tel un Pierre Bourdieu en baggy, La Rumeur apporte depuis 1995 sa réplique asphaltée aux dominants et aux rhétoriciens de salon, et bat en brèche les discours convenus sur l'intégration, la question sociale ou l'égalitarisme républicain. Après un détour par la télé (« De l'Encre » sur Canal plus), le groupe continue de creuser ce sillon, sortant la tête haute, bien qu'épuisée, d'une bataille juridique prolongée contre le ministère de l'Intérieur. Dans ce nouvel opus, on goûte donc de nouveau tout leur précieux élixir hip-hop (l'art de la prose du bitume parisien, le sens de la punchline intelligente ou encore le sens du large spectre politique) ainsi que leurs impensés semble-t-il volontaires (les femmes, la religion etc.). Mais comme les principaux concernés aiment le dire, ils proposent une musique contestataire et donc contestable. Avec l'immense mérite de produire enfin un rap qui prête à discussion, quand de Sexion d'assaut à Orelsan, il ne s'agit souvent que de donner du pourcentage sur les ventes.
King Martov



BD
TRAMP LE CARGO MAUDIT
Kraehn, Jusseume
Dargaud / 13 euros
Rentré d'Indochine et des coups tordus de l'administration coloniale, Yann Calec profite de l'argent de son héritage pour acheter un vieux cargo et se mettre à son compte. Mais ce retour en Normandie ne se fait pas sans heurts : entre la méfiance des armateurs qui voient arriver un concurrent et une grève surprise des dockers, Yann découvre les « joies » de son indépendance... Tout bascule cependant avec la découverte d'un cadavre dans les soutes de son navire. Scénario au couteau de Kraehn avec fausses pistes et personnages secondaires inoubliables et ambiance noire du Rouen maritime des années 1950 et de ses quartiers malfamés parfaitement rendue par le graphisme de Jusseume, font de ce « one shot » un grand récit maritime et policier.
Une réussite.
Sylvain Chardon

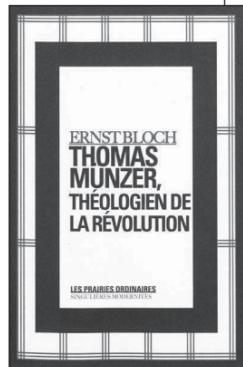


LIVRE
SUPPLÉMENT AU ROMAN NATIONAL
Jean-Éric Boulin
Stock / 15,25 euros
Voici le seul roman (à notre connaissance) dont l'un des héros est François Hollande, campé en homme providentiel ! Il partage la vedette avec deux autres jeunes personnages : Kamel Berek et Yann Guillois, précaires, banlieusards révoltés, qui ne trouveront de solutions que dans la violence individuelle. Ce premier roman, en prétendant aborder les problèmes de la société française d'aujourd'hui, hésite entre la fiction, l'essai et verse parfois dans l'analyse de comptoir. Il a été publié en 2006 ; quelques mois plus tard, ce n'était pas Hollande, mais Royal qui décrochait son ticket pour la présidentielle. Quelque temps après, Sarkozy et son musée de l'Histoire de France remettait le roman national à l'honneur. Cinq ans plus tard, et malgré de nombreuses maladresses, cet ouvrage reste une petite curiosité que la campagne présidentielle rend divertissante.
Henri Clément

l'essai

THOMAS MÜNZER, théologien de la révolution
ERNST BLOCH,

Traduction de **M. de Gandillac**
Préface de **Thierry Labica**
Les Prairies ordinaires
304 pages
22 euros



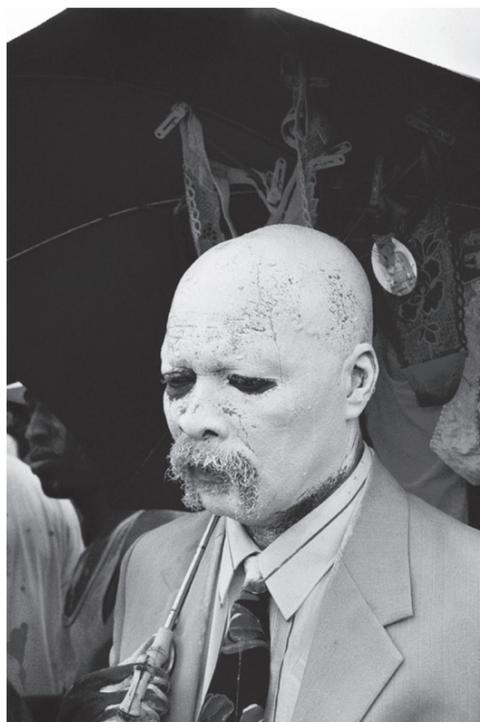
En 1525, à l'issue de la « Guerre des Paysans », Münzer, maître en théologie qui avait pris la tête de ce soulèvement populaire qui balaya tout le sud de l'Allemagne, fut supplicié et décapité sur ordre des Princes soutenus par Luther. S'il vaut la peine d'y revenir près d'un demi-millénaire plus tard, c'est qu'il y eut là tout ce qui caractérise une révolution d'un côté, et une contre-révolution de l'autre. Ernst Bloch (1885-1977) eut la perspicacité de l'établir dans ce livre publié en 1921, comme pour se revancher de l'écrasement de la révolution spartakiste. Lorsque sa traduction parut en France (1964, réédition en poche en 1975), l'œuvre de Bloch y était à peu près inconnue, et il fallut attendre cinq ans après sa mort pour disposer d'une traduction complète de son maître livre, *Le Principe Espérance*. Depuis lors, les marxistes révolutionnaires ont repris nombre de ses apports, par exemple la nécessité de conjuguer « courant chaud » et « courant froid » dans le projet révolutionnaire et d'y introduire le droit, ou encore le concept de « dissimultanéité », à rapprocher des réflexions de D. Bensaïd sur la « discordance des temps ». C'est ce qui rendait nécessaire la réédition de son *Thomas Münzer*, sans doute le plus facile à lire de ses ouvrages, et néanmoins devenu introuvable. Dans son excellente préface, Thierry Labica y voit aussi le moyen de répondre à une urgence, l'envahissement des esprits par l'idéologie libérale contemporaine, réécrivant l'histoire de tous les soulèvements révolutionnaires sous les couleurs du fanatisme, du terrorisme et du totalitarisme. On le verra à la lecture de ce volume passionnant, le fanatisme et la terreur totalitaires furent nettement du côté des Princes et de Luther, assurant ex cathedra que plus un État est barbare, plus il est près de Dieu.
Rien de plus actuel.
Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPOS « **Mascarades et carnivals** » au musée **Dapper**

L'institution de la rue Paul-Valéry (Paris 16^e) présente jusqu'au 15 juillet une exposition audacieuse par sa révision du rôle des musées, mais aussi réjouissante et instructive dans ses évocations de l'Afrique noire et des Antilles d'aujourd'hui.

« Je n'aime pas trop les musées », telle était la formule provocatrice choisie par Valéry, justement, pour ouvrir sa réflexion sur « Le problème des musées » (1923), ces « maisons de



Trinidad - Ville : Port of Spain - Zak Ovè - *The Devil is White*
Série « Transfigura » - © Photo de Zak Ovè, 2004

l'incohérence » juxtaposant plus ou moins arbitrairement des « visions mortes ». Non seulement il n'esquissait aucun début de solution à ce « problème », mais il limitait ses vues aux seuls musées des Beaux-Arts. S'il avait envisagé ceux d'ethnographie, il n'aurait pu éviter d'être plus sévère. Au nom de quels principes moraux, juridiques ou scientifiques enfermer dans ces vitrines les vestiges de sociétés pour la plupart réduites ou vouées à disparaître par l'esclavage et la colonisation, sinon pour élever des monuments à ces processus mêmes, à l'instar du Palais des colonies édifié porte Dorée en 1931 ? Cette partie du « problème » reste pendante, même après la création de l'institution « postcoloniale » que serait selon ses promoteurs le musée du quai Branly. C'est pis encore lorsque ces musées tentent de montrer au public non plus la vie quotidienne de ces sociétés, leurs temps morts, mais leurs moments vifs, leurs temps forts, fêtes et cérémonies beaucoup plus nombreuses, fastueuses et riches de génie collectif que ne le laissent supposer les objets parvenus dans les collections occidentales, amenant parfois les spécialistes à des échanges cocasses : « — Ce masque a-t-il 'dansé' ? — Cela se voit. — Mais alors pourquoi a-t-il survécu à la fête ? » Les ethnographes ne savent que faire de ces « faits sociaux » indescriptibles même aux yeux d'observateurs aussi avertis et sensibles que Michel Leiris. Non sans audace, l'exposition du musée Dapper propose de les appréhender à travers le meilleur des arts anciens d'Afrique noire

(comme cette institution s'en est fait une spécialité mondialement reconnue), mais aussi en évoquant par divers moyens les mascarades, les cérémonies dansées, les fêtes et les carnivals qui subsistent ou trouvent même à se développer sur le continent africain comme dans la Caraïbe. Dans cette centaine d'œuvres, l'Afrique animiste est représentée par une soixantaine d'objets de première qualité, rarement ou jamais vus en France, replacés dans « leur contexte de signification » cérémoniel ou festif avec un soin tout particulier grâce aux vidéos et au catalogue très instructif qui les accompagne. Ceux du Mali, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée-Bissau surprendront dans ce musée plutôt porté sur l'Afrique centrale. Mais l'étonnement ira surtout à la quarantaine de masques et d'accessoires issus de récents carnivals, « mas » ou « déboulés » de Trinidad, de Guyane, de Guadeloupe et de Martinique, donnant lieu à autant d'études précieuses dans le catalogue. Si se masquer ou se déguiser est une pratique quasi universelle, et souvent joyeuse comme cette exposition le rappelle justement, l'irrespect et la subversion s'y manifestent selon des degrés et des formes très variables, plus folklorisantes ou plus contestataires par exemple suivant qu'on est à la Martinique ou à la Guadeloupe. Ainsi, par sa démarche comparatiste, cette exposition dispense les premières leçons d'une nouvelle géographie politique, à la fois sérieuse et carnavalesque.
G. B.

La fièvre récurrente des Malouines et l'anti-impérialisme

En avril 1982, une guerre éclatait entre l'Argentine et la Grande-Bretagne concernant la souveraineté britannique sur les Malouines. 30 plus tard, le gouvernement Kirchner remet la question à l'ordre du jour.

Avant tout, il faut rappeler que les îles Malouines (appelées Falklands par les Britanniques) sont argentines car elles ont été occupées par la force, peuplées de colons étrangers et maintenues sous l'occupation britannique à partir du début du XIX^e siècle, en 1833. Depuis lors, tous les gouvernements argentins dénoncent régulièrement ce vol. Toutefois, la demande de la restitution des Malouines n'a été au premier plan de la politique nationale qu'au cours de deux périodes : en 1982, au début de l'agonie de la dictature militaire, mise à mal par les grèves, les manifestations et les mouvements de masse, et maintenant, sous le second mandat présidentiel de Cristina Fernandez Kirchner. En effet, elle n'a dit et n'a fait rien d'important à ce sujet lors de son premier mandat ni lorsqu'elle était sénatrice sous la présidence de Menem. Toutes les dictatures qui ont suivi de 1955 à 1976, comme les gouvernements de Perón et le péronisme ne se sont pas non plus préoccupées des Malouines.

DIVERSION

La dictature militaire a cru devoir instrumentaliser le cas des Malouines en tant que diversion pour renforcer son pouvoir et son prestige en déclin et s'est lancée dans une aventure, croyant qu'elle ne provoquerait pas une guerre. Je crains que si le gouvernement argentin actuel remplit ses médias de la revendication légitime de restitution des îles colonisées par le Royaume-Uni, ce n'est pas parce qu'il a une soudaine déman-gaison anti-impérialiste, mais pour ne pas avoir à parler des augmentations salariales, de la prédation de l'exploitation minière et de celle du soja, des problèmes des chemins de fer et de l'énergie ainsi que de la loi anti-terroriste imposée à la demande d'Obama. En outre, je crois aussi que le 14 juin, quand la présidente participera à la Commission de décolonisation de l'ONU, elle réitérera la juste exigence de la dévolution des îles et la dénonciation du colonialisme britannique, mais elle ne demandera pas en même temps la fin de la colonisation de Porto Rico, occupé par les États-Unis depuis 1898 ni la fin de la colonisation des territoires usurpés par Israël aux Palestiniens. Toute cette rhétorique et cette exploitation d'un sujet, que tous les Latino-Américains ont à cœur, n'ont d'autre but que celui de masquer une politique conservatrice. Le pire, c'est que des secteurs progressistes participent à cette escroquerie, perdant la tête au son de la fanfare du nationalisme. Le nationaliste «socialiste» Jorge Abelardo Ramos, tant cité et recommandé par la présidente, était, souvenons-nous, le dernier civil qui a visité les îles Malouines alors que l'aventure de la dictature avait déjà démontré sa faillite. Rappelons qu'un avion avait été affrété par les exilés Montoneros¹, pour combattre sous le commandement d'un dictateur qui avait tué des dizaines de milliers de militants de toutes sortes et opprimé le peuple de l'Argentine. Notons aussi que l'immense

majorité de la gauche argentine, à commencer par plusieurs groupes autoproclamés trotskistes, jusqu'aux socialistes et communistes, avait soutenu l'aventure militaire de la dictature. Le fondement «théorique» de cette position aberrante était que la Grande-Bretagne était un pays impérialiste alors que l'Argentine était considérée comme une semi-colonie, un pays dépendant. Nous fumes alors seulement quelques-uns dans le pays et une poignée en exil opposés à la guerre. Dans mon cas, j'ai immédiatement publié dans le quotidien mexicain *Uno más uno* un article expliquant que l'ennemi principal était la dictature, que les îles Malouines étaient argentines, mais que les morts et les disparus l'étaient également, qu'une victoire permettrait de renforcer la dictature de Galtieri et d'autres assassins, que la guerre allait entraver le processus de désarmement britannique en cours (en effet, il a été arrêté) et renforcer le secteur le plus colonialiste, en commençant par le renforcement de Thatcher (immédiatement après la guerre elle a isolé et écrasé les mineurs en grève), et que le nationalisme fomentait des nationalismes opposés. Alberto Di Franco, Adolfo Gilly et ce grand socialiste et historien Sergio Bagú ont pris la même position, qui a provoqué beaucoup de controverses parmi les exilés argentins et au sein de la gauche mexicaine.

OPPOSITION À LA GUERRE

Quelle fut l'attitude de la gauche mondiale? Celle de soutenir la résistance à la colonisation et la rébellion contre le colonialisme des peuples victimes, comme dans le cas de l'Afrique du Nord, lors de la rébellion tribale d'Abd el Kader contre les colonialismes français et espagnol dans les années 1920, ou des guerres de libération en Algérie ou en Indochine dans les années 1950 et 1960. Même Trotsky formula l'hypothèse que, face à une éventuelle attaque de «la démocratie» Angleterre contre le Brésil, gouverné dans les années 1930 par la dictature de Vargas, il faudrait défendre le pays semi colonial contre son agresseur impérialiste «démocratique».

Mais la guerre des Malouines a été déclenchée par la dictature argentine et non par l'Angleterre et c'était une manœuvre de diversion d'un gouvernement qui collaborait avec la CIA, envoyait des tortionnaires en Amérique centrale et dont la politique internationale était anticommuniste, anticubaine



Londres, manifestation antiguerre. (Wikimedia Commons)

et pro-impérialiste, qui était le sauvage oppresseur des travailleurs et du peuple au nom de son alliance avec l'oligarchie et les multinationales. Lorsque, avec de nombreux exilés (par exemple Juan Gelman), nous sabotons la coupe du monde de football que la dictature utilisait pour acquérir une légitimité et un soutien populaire, nous avons eu recours au même défaitisme : le mieux pour les travailleurs argentins serait la défaite de l'aventure, car elle raccourcirait la survie de la dictature (comme cela s'est produit) et parce que la guerre inoculait le nationalisme en Argentine et en Angleterre plutôt que de développer des idées internationalistes, pacifistes, socialistes. Il est bien que l'on dise aujourd'hui qu'il y avait des gens qui ont maintenu une position de principe, opposée à l'idée que ce sont les États (que certains confondent avec les gouvernements) qui sont le pays réel et qui se fondent au contraire sur la distinction entre les classes exploitées et opprimées et les classes dirigeantes unies, en dépit de leurs différends et des frontières, pour la défense du système d'exploitation. Ceux qui n'ont pas appris de l'expérience passée sont dangereux pour leur peuple et pour la démocratie.

Guillermo Almeyra

* Guillermo Almeyra, militant trotskiste argentin exilé et établi au Mexique, est analyste international du quotidien mexicain progressiste *La Jornada*. Cet article a été publié dans *Inprecor* de mars 2012.

1. Organisation péroniste qui pratiqua la lutte armée entre 1970 et 1979.

Tribune Gauche anticapitaliste

Et maintenant ?

Ne boudons pas notre plaisir. La défaite de Sarkozy est une très bonne nouvelle. Pour qui en doute, il faut juste imaginer la situation si l'offensive sans précédent contre les acquis sociaux et l'environnement s'était soldée par une réélection du président des riches. La victoire de Hollande n'a pas pour autant le parfum du 10 mai 1981. Il y manque un élément décisif, l'espoir d'un véritable changement. Le nouveau président Hollande a indiqué qu'en votant pour lui, les électrices et électeurs avaient tourné la page de l'austérité. À la lecture du programme énoncé lors de sa campagne tout indique pourtant l'inverse. La crise du système capitaliste ne laisse guère de place entre l'austérité et la rupture. Franchement, qui peut sincèrement croire que Hollande est prêt à en appeler aux masses pour imposer aux possédants et aux banquiers des mesures radicales basées sur la répartition des richesses? Alors il faut préparer l'alternative anticapitaliste. Celle-ci passe par la mobilisation des masses pour résister et imposer des revendications favorables à la majorité de la population. Il faut aussi une force politique offensive, défendant bec et ongles un programme 100% à gauche. Le maître mot de la période à venir, c'est le rassemblement de toutes celles et ceux qui refusent de se soumettre aux diktats de la finance. Enregistrant un nouveau succès électoral et adossé à une dynamique militante et populaire, le Front de Gauche s'est installé dans le paysage politique. On peut en souligner les limites ou les contradictions, mais c'est bien lui, plus que le NPA, qui suscite les espoirs des anticapitalistes. Tout débat d'orientation qui nie cette réalité risque fort de déboucher sur des décisions erronées. Réunie le week-end prochain, la direction du NPA doit prendre toute la mesure de la situation, tourner le dos à la tentation du bunker, réorienter. La situation politique actuelle est inédite. La purge du capitalisme compte ses victimes par millions. Phénomène européen, la défiance à l'encontre des partis de gouvernement, qui sous une forme ou une autre mettent en œuvre des politiques d'austérité, est puissante. Cela ouvre des brèches pour les solutions autoritaires et pour l'extrême droite. Cela peut aussi profiter à la gauche radicale. La condition sine qua non, c'est qu'elle se rassemble. Elle peut et doit le faire sur un programme de mesures d'urgence qui s'attaque aux puissants, protège la majorité de la population, ouvre la voie à la transition écologique. À l'heure où ces lignes sont écrites, la situation que connaît la Grèce est très instructive. Assommé, écoeuré et révolté par la succession de plans d'austérité drastiques, le peuple grec a prolongé dans les urnes la colère qu'il exprime dans la rue. Les partis «austéritaires» de droite, de «gauche» ou d'extrême droite¹ se sont écroulés. La coalition Syriza (gauche radicale) a réalisé une percée sans précédent en devenant la seconde force politique du pays sur le terrain électoral. Tout va très vite. La droite vient de reconnaître son incapacité à former un gouvernement. Conformément à la loi, c'est maintenant au tour de la seconde force, Syriza, de tenter de réunir une coalition avec toute la gauche qui refuse les plans d'austérité², avec l'appui des syndicats et du mouvement social. Syriza a toute notre solidarité. Le meilleur service à lui rendre est de jouer en France la carte de l'unité de la gauche radicale. Choisir de faire front, ce n'est perdre ni son âme ni son indépendance. C'est chercher à être utile, tout simplement.

www.gauche.anticapitaliste.org

1. Le Laos, parti d'extrême droite qui a participé au gouvernement s'est effondré à moins de 3%, favorisant la percée d'un parti carrément néonazi, l'Aube dorée, qui a tout de même obtenu près de 7%.
2. Le PC grec (KKE), néostalinien et très sectaire a obtenu 8,47%. La Gauche démocratique (issue de Syriza) 6,10%. Les Verts 2,93%. Antarsya (extrême-gauche) 1,15%.

courrier

Écrivez-nous à redaction@npa2009.org ou 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Ben Bella J. R. (Brest): Dans le journal du 19 avril, vous avez publié une interview de Clara et Henri Benoît, sur Ahmed Ben Bella. J'ai le plus grand respect pour l'action de ces deux camarades mais je les trouve excessivement indulgents à propos de ce dirigeant algérien. Personne ne conteste son action anticolonialiste de 1945 à 1956. De 1956 aux accords d'Évian (1962), il a été gardé en prison par le gouvernement français. Rien à critiquer donc à ce

propos. Par contre, une fois libéré après Évian, il a eu une conduite extrêmement négative. Il s'est allié, contre le GPRA, avec «l'armée des frontières» et le colonel Boumediène. Ils sont responsables de la guerre civile de la fin du printemps et de l'été 1962, de l'anarchie qui a régné pendant plusieurs mois (et qui a été humainement désastreuse) et de l'effacement du GPRA. Pendant l'été, cette mafia a fait enlever Mohammed Boudiaf et

l'a gardé prisonnier dans le grand sud algérien. Une fois président, il a mené une politique confuse, anti-impérialiste d'apparence et souvent démagogique. Les ouvriers agricoles algériens des fermes de la Mitidja (dont les patrons français étaient partis) ont continué leur travail, se mettant de fait en autogestion, ce qui a ensuite été avalisé par le gouvernement. Les secteurs importants de l'industrie sont pour la plupart (sauf le secteur pétrolier) restés privés.

En juin 1965, le personnage ayant cessé de leur être utile, Boumediène et l'armée ont repris le pouvoir et l'ont mis en prison à nouveau. Sa tentative de retour en Algérie en 1990 (je crois) a été complètement ratée et a fait un bide. Il porte donc une évidente responsabilité dans les événements catastrophiques ultérieurs qui ont ensanglanté l'Algérie. Bref, un personnage historiquement très négatif.

Contre l'austérité et le hold-up des marchés financiers, touTEs à Francfort le 19 mai

Au nom du remboursement de la dette publique les classes dirigeantes saignent les peuples d'Europe. En Grèce, bien sûr, mais aussi au Portugal, en Espagne, en Italie, où d'autres plans sont annoncés pour licencier des dizaines de milliers de fonctionnaires, baisser les salaires, les retraites et détruire toute protection sociale. En France, le premier budget de l'État est celui des intérêts de la dette : 50 milliards à payer aux banquiers cette année. Comme Zapatero et Papandréou, François Hollande veut « honorer » cette dette c'est-à-dire continuer de nous la faire payer.

Ce ne sont pas trop de dépenses pour les salariéEs et la population qui ont créé la dette publique mais les dizaines d'années de cadeaux aux plus riches et le sauvetage des banques en 2008. Au travers des traités européens, de la BCE, les classes dirigeantes européennes se sont dotées d'outils communs pour nous faire payer leur crise. Ainsi les banques privées empruntent à 1% auprès de la BCE pour prêter ensuite à des taux de plus en plus élevés aux États. Ils aggravent la dette puis menacent d'augmenter les taux d'intérêts afin d'imposer plus d'austérité. Le pacte budgétaire que veulent maintenant instaurer les dirigeants européens est un outil antidémocratique supplémentaire pour imposer plus de politiques antisociales.

Au travers de toute l'Europe, des mouvements d'IndignéEs aux puissantes journées de grève générale, la résistance de masse s'organise pour rejeter les politiques d'austérité, pour refuser de payer cette dette illégitime. Afin de rompre avec la dictature des marchés financiers, nous devons nous mobiliser au-delà des frontières de chaque pays. Dans la foulée d'une semaine de mobilisation internationale à l'appel des IndignéEs, une action européenne contre les politiques d'austérité de la Troïka (UE, FMI, BCE) a lieu les 18 et 19 mai, avec conférences et ateliers, actions de blocage et manifestation européenne à Francfort, siège de la BCE, le samedi 19 mai.

Le Collectif pour un audit citoyen et les différentes organisations qui le soutiennent appellent à y participer aux côtés des mouvements sociaux européens d'Allemagne, d'Italie, de Belgique, de Grèce. Engagé dans la lutte contre la dette et l'austérité, le NPA construit cette mobilisation. Elle doit être l'occasion de renforcer les collectifs locaux contre la dette publique, de construire une convergence des luttes contre les politiques d'austérité en Europe, de montrer qu'il est possible, par les pressions populaires, de faire reculer le pacte budgétaire.

Nicolas Verdon

Bus unitaire au départ de Paris (40 euros)
<http://www.audit-citoyen.org>. Contact NPA Ambre 06 50 73 01 72

Santé: conférence européenne contre les attaques et pour l'action!

En mai 2011, réunis à Amsterdam, des militants syndicaux, associatifs et politiques agissant pour la défense de la santé de plusieurs pays, avaient constaté la simultanéité des attaques contre les droits de la population en matière de santé et contre les systèmes de soin par une privatisation croissante et une marchandisation de la santé et de la protection sociale. L'appel lancé à Katowice (Pologne) lors d'une 2^e conférence en novembre 2011 invite à « une action concertée des professionnels de santé, des malades, et de tous les citoyens en défense de la santé publique et de la sécurité sociale [...] Entre les banquiers et la santé – l'accès universel et gratuit des sociétés aux soins de santé – il faut choisir. Pour notre part, c'est la voie d'un égal accès à la santé, de la gratuité des soins, la démocratie sanitaire, un financement public et collectif qu'il faut promouvoir, pas les profits des banquiers et des propriétaires privés. Les moyens publics ne peuvent plus servir les profits privés des actionnaires des établissements de santé. »

Une 3^e conférence se tiendra à Nanterre les 12 et 13 mai. Elle réunira des associations et syndicats venant d'un plus grand nombre de pays. La première journée sera consacrée aux attaques et aux résistances nombreuses, notamment dans l'est de l'Europe. Le lendemain, la construction d'un réseau européen en défense de la santé publique et de la protection sociale universelle sera à l'ordre du jour.

L'objectif de cette conférence est de mener « une campagne permanente en défense du droit fondamental à des services de santé publics et universels [...] et de déboucher sur des actions communes à l'échelle européenne de toutes celles et ceux qui entendent résister à la destruction programmée des systèmes de santé publics et de protection sociale ». L'expérience et la représentativité des organisations présentes permettent de penser que cet objectif est réaliste et atteignable.

Stéphane Bernard

HARCÈLEMENT SEXUEL Une loi, une voix pour les victimes!

Le 5 mai dernier, le Conseil constitutionnel saisi d'une Question prioritaire de constitutionnalité a abrogé la loi punissant le harcèlement sexuel, laissant les victimes sans aucun recours.

Depuis 1992, gouvernement et Parlement sont restés sourds aux alertes de l'Association contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) qui dénonçait les carences de la loi sur le harcèlement sexuel et le risque d'abrogation par le Conseil constitutionnel.

20 ans de lutte aux côtés des centaines de victimes atteintes dans leur santé mentale et physique, carrières professionnelles brisées, perte de l'emploi... permettent de juger de la loi aujourd'hui abrogée par cette institution où siègent des connaissances de Gérard Ducrey à l'origine de la Question prioritaire de constitutionnalité (QPC). Celui-ci, ancien secrétaire d'État, ancien ministre, élu municipal, avocat condamné pour le harcèlement sexuel de trois femmes en mars 2011, voit aujourd'hui sa condamnation annulée. Il en est de même pour toutes les procédures pénales en cours. L'abandon des victimes par la justice et le message d'impunité ainsi adressé aux harceleurs est révoltant.

En effet, cette loi qui souffrait de nombreuses imprécisions a permis des classements sans suite dans la plupart des cas, des déqualifications d'agressions sexuelles, voire de viols, en harcèlement sexuel et un nombre insignifiant de condamnations pénales, 70 par an. Sans parler de l'absence totale de répression du harcèlement quand il s'exprime verbalement, non verbalement ou physiquement. Limitée aussi par des peines insultantes pour les victimes, trois fois moins que pour un vol ou des violences psychologiques dans le couple... Sans oublier les coûts importants en termes d'arrêts maladie, de soins médicaux, de prestations chômage, de prises en charge d'invalidité, de formations en vue de reconversions professionnelles, qui sont supportés par la collectivité, alors qu'ils sont de l'unique responsabilité du harceleur et/ou de l'employeur.

L'abrogation de cette loi est une insulte aux victimes et une mise en danger délibérée de toutes les femmes. Par cette décision, le Conseil constitutionnel, à droite, sans laisser le temps au Parlement de légiférer à nouveau, accorde un permis de chasser à des hommes qui considèrent que les femmes ne sont pas leurs égales, rétablissant le droit archaïque d'accéder aux corps de celles-ci contre leur volonté.

Hollande s'est engagé à ce qu'une nouvelle loi soit rédigée et inscrite le plus rapidement possible sur l'agenda parlementaire mais nous n'attendons pas pour poursuivre et amplifier la mobilisation. Mobilisation élargie depuis le 5 mai dernier aux associations, syndicats et partis initiateurs d'un rassemblement dont



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARC)

les représentantes des associations organisatrices qui ont porté une plainte, enregistrée au parquet, contre le Conseil constitutionnel en la personne de son président, Jean-Louis Debré, et sont signataires de la pétition¹ actuellement en ligne. Les élections législatives sont le moment de faire entendre haut et fort notre indignation et notre exigence d'une loi qui condamne toute atteinte à la liberté de milliers de victimes chaque année. Atteinte aux conséquences dévastatrices pour leurs droits, leur santé et leur travail...

Le NPA soutient les propositions de l'AVFT

L'AVFT fait un certain nombre de propositions. Ajouter un article dans le code pénal : « Constitue un harcèlement sexuel tout propos, acte ou comportement, verbal ou non verbal, à connotation sexuelle, d'une personne ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte aux droits et à la dignité d'une personne ou de créer un environnement intimidant, hostile, humiliant ou offensant. Le harcèlement sexuel est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »

L'AVFT propose également que la peine passe à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende lorsque le harceleur est en position de pouvoir par rapport à la personne harcelée, lorsque qu'elle est commise par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice...

Idem pour le code du travail. Il s'agit de s'assurer qu'aucunE salariéE, aucunE candidatE à un recrutement, à un stage ou à une période de formation en entreprise ne peut être

sanctionnéE, licenciéE ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire, directe ou indirecte, notamment en matière de rémunération, de formation, de reclassement, d'affectation, de qualification, de classification, de promotion professionnelle, de mutation ou de renouvellement de contrat pour avoir subi ou refusé de subir les agissements tombants sous le coup de la loi et aucunE salariéE ne peut être sanctionnéE, licenciéE ou faire l'objet d'une mesure discriminatoire pour avoir témoigné de ces agissements ou pour les avoir relatés. L'employeur doit prendre toutes dispositions nécessaires en vue de prévenir ceux-ci et toute personne ayant procédé à ces agissements doit être passible d'une sanction disciplinaire. La loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires doit également être modifiée dans le même sens. Il est en outre notable que l'État, contrairement aux employeurs du secteur privé, n'est tenu à aucune obligation de prévention du harcèlement sexuel. Elle devra également être inscrite dans la loi.

Enfin, les associations doivent pouvoir se constituer partie civile dans les procédures pénales contre l'employeur, droit qui a été supprimé par la loi dite « de modernisation sociale » du 17 janvier 2002, et les victimes de harcèlement sexuel devront être indemnisées par la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions au même titre que les victimes d'agressions sexuelles, bénéfice dont elles étaient exclues.

Karol

1. <http://www.change.org/petitions/immédiatement-une-nouvelle-loi-rétablissant-le-délit-de-harcèlement-sexuel>

NATIXIS 400 000 années de salaire en fumée

La droite et les patrons n'ont eu de cesse ces derniers temps de stigmatiser les couches populaires coupables à leurs yeux de vivre au-dessus de leurs moyens, de frauder, voire de se complaire dans le « faux travail ». La réalité montre que ces donneurs de leçons sont bien mal placés pour tenir des discours de compétence et d'exemplarité. Natixis, la banque d'affaires du Groupe Banques Populaires Caisses d'Épargne, en donne un exemple édifiant.

Interpellé dernièrement lors d'une réunion par le représentant de Sud BPCE sur les pertes accumulées par Natixis depuis sa création en 2006, Laurent Mignon, le directeur général de cette banque, reconnaissait un montant de 8 milliards d'euros de pertes cumulées. Ce montant, pour considérable qu'il soit, est probablement en dessous de la réalité. De plus, il ne résume pas toutes les pertes du Groupe BPCE (souvenons-nous de « l'incident boursier » qui lui a coûté 750 millions d'euros en 2008 ou du fumeux

placement « Sémillon », découvert en 2009, qui lui a fait perdre 450 millions d'euros). Mais, même si l'on retient le chiffre du directeur général de Natixis : 8 milliards d'euros de pertes représentent 400 000 années de salaire brut d'un employé de Caisse d'Épargne en début de carrière.

Un tel niveau de pertes aurait dû entraîner la mise en place d'une commission d'enquête pour déterminer les causes à l'origine de cette situation, identifier ceux qui en ont profité et sanctionner les responsables. Dès décembre 2007, Sud provoquait la tenue d'un comité de groupe pour évoquer la situation de Natixis et ses conséquences sur le groupe. Faute d'obtenir les informations réclamées, Sud a saisi ensuite les responsables de la Commission bancaire que ses représentants ont rencontrés le 9 avril 2008. Un dossier complet étayant des craintes relatives aux risques éthique, réglementaire, juridique et financier était remis aux membres de la Commission à

cette occasion. Malheureusement, cette interpellation est restée lettre morte. On mesure avec le recul le résultat d'une telle passivité coupable. Aujourd'hui, Sud réclame la mise en place d'une commission d'enquête indépendante et objective pour faire toute la lumière sur les pertes de Natixis. À titre d'exemple, les surcoûts liés aux prêts toxiques auxquels sont confrontés actuellement les acteurs publics locaux sont estimés à 730 millions d'euros par an, un montant bien inférieur aux 8 milliards d'euros de pertes de Natixis. Or, cette crise de la dette publique locale a justifié la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire au sein de l'Assemblée nationale.

L'omerta autour de ce que l'on peut appeler « le scandale Natixis » est d'autant plus inadmissible que les patrons de BPCE et des caisses régionales, après s'être consenti des parts variables démesurées, ont eu l'indécence d'octroyer aux salariés en 2012 des augmentations dérisoires représentant moins de

1 euro brut par jour.

Dans ce contexte, la revendication de Sud BPCE de procéder à la socialisation de l'intégralité du secteur de la banque pour créer un véritable service public bancaire est plus que jamais d'actualité. La mise en place d'un système socialisé de l'épargne et du crédit nécessiterait deux préalables :

- « un assainissement transparent, efficace et radical du secteur financier ainsi que de celui des responsables publics qui ont trahi la confiance de la population »¹
- un audit citoyen de la dette publique afin d'identifier la partie illégitime et illégale qui ne doit pas être remboursée.

La période qui vient ne fera que confirmer la nécessité, la pertinence et la légitimité de ces revendications.

Patrick Saurin Sud BPCE

1. Nous reprenons ici une formule de James K. Galbraith provenant de sa déclaration du 4 mai 2010 devant la Sous-Commission judiciaire sur le crime et la drogue du Sénat américain.



Lot: succès des aides ménagères.

Il y a un peu plus d'un an, prétextant les difficultés financières des associations gérant l'aide à domicile, le conseil général du Lot (majoritairement socialiste) créait une société mixte destinée à les remplacer. On allait voir ce qu'on allait voir, l'avenir était promis radieux ! Beaucoup de ces salariées ont accepté avec résignation pour garder leur travail.

Mais au bout du compte, un nouveau déficit est apparu début 2012. Le conseil général a tout de suite trouvé des « solutions » : s'en prendre aux acquis des aides ménagères avec la complicité de FO et de la CFDT. Ces dernières signaient une nouvelle convention qui diminuait les congés d'ancienneté et supprimait purement et simplement les indemnités kilométriques de déplacement pour le travail. D'où des pertes de 150 à 300 euros par mois. Certaines aides ménagères dans ce département très rural effectuent plusieurs dizaines de kilomètres par jour. Comme l'a dit l'une d'entre elles : « Nous avons été flouées ».

Pour « Lot-Aide à domicile » et son directeur, pas de problème, il s'agit d'appliquer un accord national signé par la CFDT. Mais c'était sans compter sur les salariées soutenues par la CGT, le Front de Gauche et le

NPA, qui se sont mobilisées et ont organisé le 17 avril une manifestation à Cahors réunissant plus de 300 personnes. Comme le conseil général ne voulait pas les entendre, elles l'ont occupé pendant plusieurs heures, jusqu'à ce que le responsable arrive. Finalement, elles ont obtenu le remboursement des frais kilométriques avec rétroactivité. La renégociation des autres revendications (congés) est en cours.

Les seuls mécontents dans cette affaire sont FO et la CFDT, qui accusent les soutiens de faire de la politique !

Dans l'Indre comme ailleurs, la Peste brune se développe...

Le NPA local a toujours été à la pointe de la lutte antifasciste depuis sa création : articles de presse, expulsion des fachos des marchés de Châteauroux lors de leurs tractages, recollage des affiches du F-Haine et autres Identitaires et nazillons de tout poil, et organisation de la manif unitaire contre la venue de Le Pen à Châteauroux le 26 février dernier...

Le porte-parole du NPA 36, Gérard Prévot, avait déjà été cité personnellement plusieurs fois sur le site du FN de l'Indre comme l'un des ennemis de ce parti fasciste. Avant le deuxième tour, c'est

sa voiture qui a été victime des nostalgiques du III^e Reich, taguée de trois grandes croix gammées... Cette affaire intervient alors que le discours de l'UMP colle de plus en plus à celui du F-Haine et que, à Châteauroux par exemple, des autocollants des « étudiants avec Sarkozy » ont été apposés sur la vitrine d'un commerce turc... Stigmatisation des commerces étrangers, tentative d'intimidation des antifas, cela nous rappelle de sombres heures de notre histoire. Loin de renoncer, le NPA 36 appelle tous les partis de gauche, les syndicats, les associations, et tous les citoyens à se rassembler dans la lutte antifasciste et contre la banalisation du discours et des actes de l'extrême droite. Le fascisme on le combat, ou on en crève ! No pasaran !

Nouvel espoir pour Notre-Dame-des-Landes.

Les grévistes de la faim qui s'opposent au projet de futur aéroport nantais de Notre-Dame-des-Landes ont annoncé le 8 mai avoir mis fin à leur mouvement après l'annonce par les collectivités locales d'une demande de suspension des expulsions des propriétaires et des exploitants jusqu'à la fin des recours en justice engagés à la date du 4 mai (lire interview dans *Tout est à nous !* n° 147). Le premier à avoir entamé cette grève de la faim, Michel Tarin, un

agriculteur de 64 ans, en était à son 28^e jour de jeûne. Rejoint par cinq autres jeûneurs depuis le 27 avril, il a expliqué ne pas vouloir « quitter ces terres tant qu'on n'a pas l'assurance de pas gagner en justice ».

Bahreïn, la contestation continue, la répression aussi.

Pour le 1^{er} Mai, la « Coalition de la jeunesse du 14 février » – dont le nom renvoie à la date du début des protestations, en février 2011 – avait appelé à quinze rassemblements. Dans la capitale Manama et dans des villages autour, majoritairement peuplés par les chiites victimes de discriminations sociales et professionnelles, les rassemblements ont tous démarré à 12 h 30. Leur dispersion violente par la police a causé plusieurs blessés.

Jeudi 3 mai, un tribunal pour mineurs a décidé de maintenir en détention provisoire pour sept jours supplémentaires, deux enfants âgés de 13 ans : Yasin Abdeljalil Cheber et Abdelkarim Hasa avaient été arrêtés le 27 avril dernier, dans la ville de Hamad et dans le village de Chahrakkan. Selon leurs avocats, les deux jeunes ont été battus par la police et leurs corps en portent les traces. Des photos non équivoques ont été d'ailleurs publiées par le Centre bahreïnien pour les droits de l'homme (BCHR). Il leur est reproché d'avoir participé « à des manifestations et à des émeutes », et pour l'un d'avoir « déchiré un uniforme militaire », pour l'autre d'avoir « détenu un cocktail molotov ». Vendredi 4 mai, des milliers de personnes ont à nouveau manifesté dans le petit pays du Golfe, gouverné par la monarchie de la famille Al-Khalifa depuis le milieu du XVIII^e siècle. Lors d'affrontements, la police a tiré des gaz lacrymogènes. Samedi 5 mai, le président du BCHR, Nabil Rajab, a été arrêté lors de son retour du Liban, à l'aéroport de Manama. Exigeons sa libération immédiate !

avec l'hôpital sud-francilien et ses 8 000 malades dont certains mettant en cause la sécurité des patients, Eiffage acceptant d'y remédier en augmentant le loyer de 30 à 51 millions d'euros. Le conseil général de Seine-Saint-Denis (majorité PS) vient de décider de financer ainsi la construction de douze collèges, malgré l'opposition de l'intersyndicale et des élus FdG, de la FCPE, etc. Avec un couac ? Le député FdG Asensi s'oppose à la construction d'une école en PPP à Sevran mais en tant que président de communauté d'agglomération il l'accepterait pour un autre équipement. Baisse à court terme du déficit public, mais plus à payer sur 20 ou 30 ans pour les contribuables, moins bonne qualité du service public et cadeaux aux grands amis du BTP : Sarkozy, sors de ce corps !

Avec les enfants étrangers de Rubelles.

Dix-huit enfants étrangers âgés de 3 à 12 ans, logés en hébergement d'urgence, ne sont pas scolarisés depuis plusieurs mois dans la commune de 1 900 habitants de Rubelles, commune proche de Melun (Seine-et-Marne). La mairie refuse leur inscription à l'école Claudine-Fabrice. Depuis plusieurs mois, et même depuis la rentrée de septembre pour certains, ces enfants sont privés d'école, alors que leurs familles, d'origine tchèque, sri-lankaise ou encore ingouche, demandeurs d'asile, ont multiplié les démarches pour les scolariser.

À l'initiative de Réseau éducation sans frontières (RESF), d'Amnesty International et de la Ligue des droits de l'homme, jeudi dernier au matin, près de 60 parents d'élèves, élus locaux et militants d'associations, ont manifesté devant l'école avec le soutien et la participation d'associations et partis politiques, dont Olivier Besancenot et le NPA. Une partie du conseil municipal filtrait les enfants avec derrière eux la police en uniforme et en civil, sans oublier les RG... Le rassemblement a permis de briser le mur du silence. Le maire se justifie : « nous n'avons que huit classes pour environ 210 élèves, nous ne pouvons accueillir ces autres enfants », pour renvoyer la balle à l'Éducation nationale. « Nous avons fait un arrêté municipal en janvier, reprenant les termes exacts du règlement de l'académie de Créteil et expliquant que les enfants ne sont pas admis à l'école sans le certificat d'inscription délivré par la mairie ! L'inspection d'académie se dérobe et accuse le maire... Le préfet fait la sourde oreille, refusant de recevoir le collectif. Pourtant, le droit à la scolarisation est censé être reconnu et accepté par tous ! Une nouvelle action est prévue la semaine prochaine à la préfecture...

FEMMES ASSASSINÉES Marche contre les violences



Saint-Denis, le 7 mai. Une marche silencieuse a été organisée en mémoire de Sofia, lycéenne au lycée Bartholdi, assassinée le 12 avril par son copain. Les manifestantEs dénoncent les violences faites aux femmes en rappelant que, en France, tous les deux jours, une femme est assassinée par son ex ou son conjoint.

(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

PPP, Poison Pour le service Public.

La ville de Corbeil (Essonne) vient de décider la construction d'une école primaire en PPP (partenariat public privé). Cette procédure créée en 2004, et jusque-là utilisée une seule fois pour une école, consiste à choisir une entreprise qui finance la totalité des travaux et devient propriétaire. La collectivité publique est locataire et doit donc lui payer un loyer. « Intérêt » du PPP ? Pas d'emprunt à faire par la ville, la dépense est différée sur le paiement des loyers pendant 20 ans. Mais au final cela revient toujours plus cher : emprunts plus coûteux, maintenance et réparations revenant aussi à l'entreprise – et ces services coûtent toujours plus cher et sont moins efficaces quand ils sont « externalisés ». L'addition devrait se monter à 20 millions d'euros, près du triple du coût d'une école. Pourtant, la ville de Corbeil connaît déjà ce piège,

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®